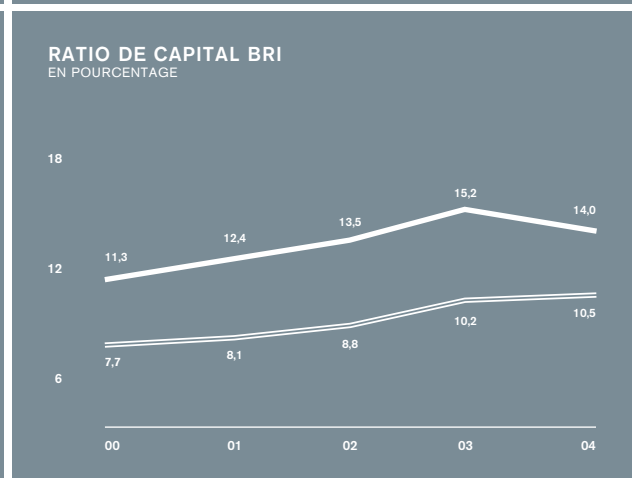
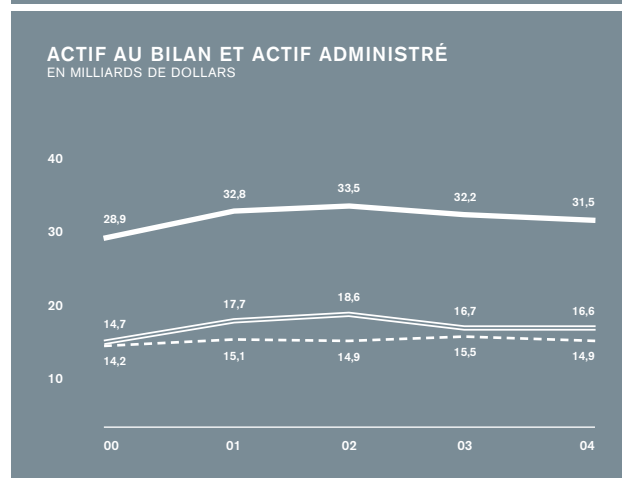
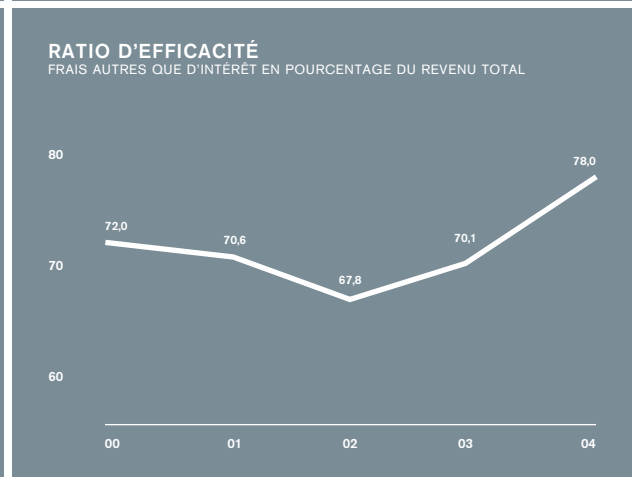
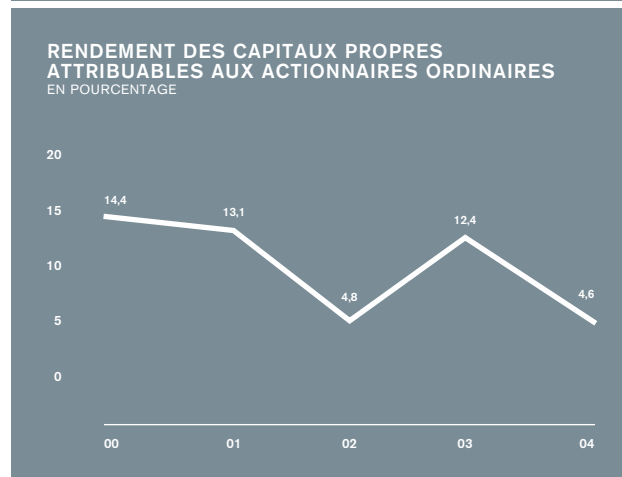
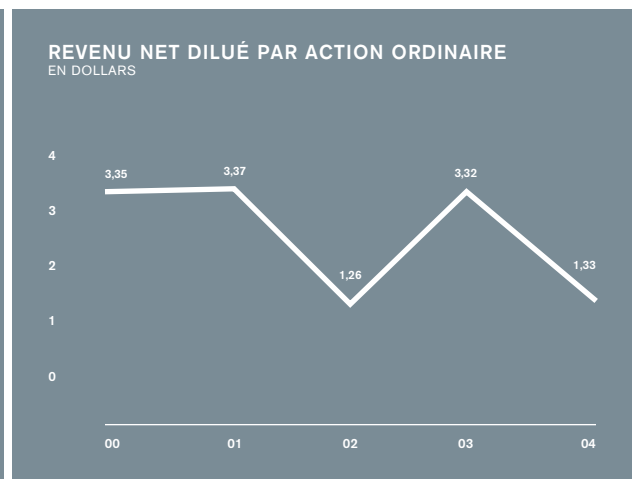
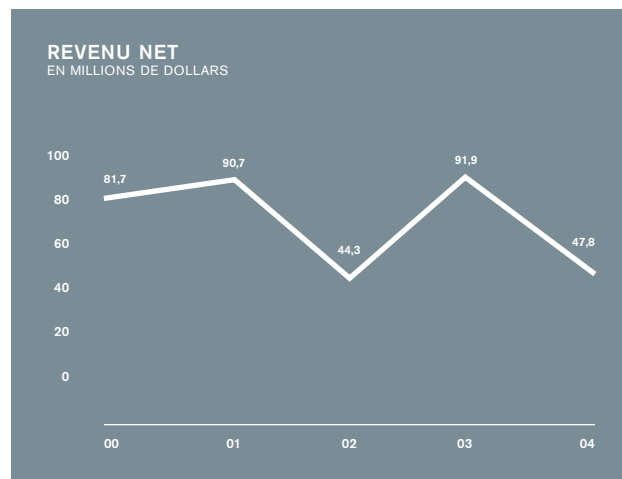


RAPPORT DE GESTION

29 PERFORMANCE ET OBJECTIFS FINANCIERS	32 CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	52 ARRANGEMENTS HORS BILAN	59 CADRE DE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES
30 PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET CONVENTIONS COMPTABLES CRITIQUES	34 SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS	53 ANALYSE SECTORIELLE	64 RÉTROSPECTIVE
32 MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES À VENIR	35 ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	57 ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	66 FAITS SAILLANTS TRIMESTRIELS
	43 ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE	57 CONTRÔLES ET PROCÉDURES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	

////////////////////////////////////
Cette section du Rapport annuel présente le rapport de gestion qui porte sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2004. Les données y sont exprimées sur la même base que les états financiers consolidés et ont été établies suivant les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les traitements comptables prescrits par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Ce rapport de gestion présente les perspectives de la direction de la Banque en date du 7 décembre 2004. Vous trouverez des renseignements additionnels sur la Banque Laurentienne du Canada, y compris la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004, sur le site Web de la Banque à www.banquelaurentienne.com et sur SEDAR, à www.sedar.com.
////////////////////////////////////

POINTS SAILLANTS



— ACTIF AU BILAN
 - - - ACTIF ADMINISTRÉ
 — TOTAL

— PREMIÈRE CATÉGORIE
 — CAPITAL TOTAL

PERFORMANCE ET OBJECTIFS FINANCIERS

Résultats de 2004

Le tableau ci-dessous présente sommairement les résultats de la Banque, comparativement à ses objectifs pour l'exercice financier 2004. Les sections suivantes devraient être lues parallèlement à l'information présentée aux rubriques « Sommaire des résultats financiers » et « Analyse des résultats consolidés », particulièrement en ce qui a trait aux tableaux des éléments significatifs.

	OBJECTIFS 2004	RÉSULTATS 2004
Rendement des capitaux propres		
attribuables aux actionnaires ordinaires	5 %	4,6 %
Revenu net dilué par action	1,44 \$	1,33 \$
Revenu total	+ 1 %	- 5 %
Ratio d'efficacité	77 %	78 %
Ratios de capital		
Première catégorie	minimum de 9,5 %	10,5 %
Total	minimum de 13,0 %	14,0 %
Qualité de crédit		
(pertes sur prêts en % de l'actif moyen)	0,22 %	0,24 %

- La diminution des revenus a eu un impact significatif sur la capacité de la Banque à réaliser ses objectifs pour l'exercice financier 2004, tant en ce qui concerne le revenu net dilué par action que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. De plus, la prime de remboursement liée au rachat des actions privilégiées de catégorie A Série 7 et Série 8 a aussi contribué à la baisse du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du revenu net dilué par action ; néanmoins, la Banque a ainsi pu réduire son coût en capital pour l'avenir.
- La baisse des marges nettes d'intérêt, la croissance plus faible des prêts dans certains portefeuilles, ainsi que la diminution de

la contribution des activités de trésorerie et de marchés financiers ont entravé la capacité de la Banque à réaliser son objectif de croissance des revenus pour l'exercice financier 2004.

- Au cours de l'exercice financier 2004, en excluant l'impact des frais de restructuration et des dépenses estimées liées aux succursales vendues en 2003, les frais autres que d'intérêt ont diminué approximativement de 20 millions \$ ou plus de 5 %, un résultat attribuable aux diverses mesures de réduction des dépenses mises en œuvre au cours des 15 derniers mois. Cela démontre que des efforts ont été consacrés à l'amélioration de l'efficacité et au réaligement des structures d'opération de la Banque à la suite de la vente des succursales en 2003. La diminution des revenus des activités restantes s'est toutefois traduite en un ratio d'efficacité plus élevé que prévu, soit 78,0 %.
- Les ratios de capital de première catégorie et de capital total ont dépassé les objectifs et s'établissaient respectivement à 10,5 % et 14,0 %. La Banque est déterminée à maintenir de solides ratios de capital afin de minimiser les risques financiers, alors qu'elle met en œuvre son plan d'affaires.
- Le ratio de pertes sur prêts s'élevait à 0,24 % pour l'exercice financier 2004, alors que l'objectif était fixé à 0,22 %. À titre de comparaison, le ratio de pertes sur prêts pour l'exercice financier 2003 s'élevait à 0,29 %. La Banque a dû faire face à certaines difficultés avec quelques prêts commerciaux, ce qui a limité sa capacité à réduire son ratio de pertes sur prêts. La qualité du crédit du portefeuille de prêts de la Banque s'est tout de même améliorée de manière significative au cours de l'exercice financier 2004. Le niveau de prêts douteux bruts a diminué de plus de 30 %, passant de 185 millions \$ au 31 octobre 2003 à 127 millions \$ au 31 octobre 2004. Les prêts douteux nets ont également connu une amélioration significative, soit de 35 millions \$, passant de 22 millions \$ en 2003 à (13) millions \$ en 2004.

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE DES RÉSULTATS

La direction évalue principalement le rendement de la Banque selon les résultats tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés. Toutefois, certaines analyses sont effectuées en fonction de ses activités principales, c'est-à-dire en excluant les éléments significatifs, tels qu'ils sont présentés au tableau 2 de ce Rapport de gestion à la page 36 du présent Rapport annuel. La direction estime que ces éléments significatifs ne font pas partie des opérations effectuées dans le cours normal des activités ou qu'il s'agit d'opérations exceptionnelles, potentiellement susceptibles de fausser l'analyse des tendances. Cette distinction est faite afin de ne pas biaiser l'analyse par la direction des tendances récurrentes. Les mesures de performance, excluant les éléments significatifs, ne sont pas des éléments définis selon les PCGR et pourraient donc ne pas être comparables à des éléments semblables tels que définis par d'autres sociétés. Certaines données comparatives de l'exercice financier 2003 ont été reclassées selon la présentation des données pour l'exercice financier 2004 afin que les utilisateurs puissent en faire une analyse plus intelligible.

STRATÉGIES DE LA BANQUE

Certaines autres sections publiées dans ce Rapport annuel présentent d'importants renseignements relatifs aux stratégies de la Banque. Les lecteurs devraient en prendre connaissance comme complément d'information au présent Rapport de gestion.

Objectifs 2005 et 2006

	2004 REEL	2004 PRO FORMA ¹	2005 ²	2006
Rendement des capitaux propres				
attribuables aux actionnaires ordinaires	4,6 %	3,4 %	4,5 % à 5,5 %	7 % à 8 %
Revenu net dilué par action	1,33 \$	0,97 \$	1,30 \$ à 1,60 \$	2,05 \$ à 2,35 \$
Revenu total	474M \$	462M \$	+ 4 % à 6 %	+ 7 % à 9 %
Ratio d'efficacité	78,0 %	80,1 %	79 % à 77,5 %	75 % à 73,5 %
Ratios de capital				
Première catégorie	10,5 %	10,5 %	9,5 %	9,5 %
Total	14,0 %	14,0 %	13,0 %	13,0 %
Qualité du crédit (pertes sur prêts en % de l'actif moyen)				
	0,24 %	0,24 %	0,25 % à 0,22 %	0,25 % à 0,22 %

1 Excluant l'impact des éléments présentés en page 36, à l'exception des ratios de capital.

2 La direction prévoit une croissance soutenue des revenus d'un trimestre à l'autre.

Le tableau ci-dessus reflète les objectifs de la direction de la Banque pour les exercices financiers 2005 et 2006. La mise en œuvre du repositionnement de la Banque s'est avérée plus longue et plus complexe que prévu. De plus, la conjoncture en matière de taux d'intérêt et une compétition toujours plus vive ont contribué à la diminution du potentiel de revenus à court terme. Compte tenu de ces facteurs, la révision des objectifs définis l'an dernier pour les exercices financiers 2005 et 2006 s'avérait nécessaire. Quoi qu'il en soit, le plan d'affaires de la Banque demeure le meilleur plan et la direction n'entend pas s'en écarter.

Afin d'atteindre ces objectifs, la Banque prévoit des améliorations dans tous ses secteurs d'activité. Des initiatives spécifiques en matière de stratégie d'investissement et de couverture, destinées à augmenter la marge d'intérêt, ont été mises en œuvre au cours du quatrième trimestre 2004. De plus, les efforts soutenus du secteur des Services financiers aux particuliers contribueront à rehausser encore davantage les volumes du portefeuille de prêts. Simultanément, le développement de produits et une tarification stratégique devraient permettre au secteur des Services financiers aux entreprises de retrouver son rythme de croissance. Enfin, les retombées des économies de coûts liées au réaligement de la structure de capital de la Banque, pour un exercice financier complet, vont contribuer positivement aux résultats. La direction est confiante que les revenus de la Banque vont augmenter d'un trimestre à l'autre et que l'objectif de rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires défini pour l'exercice financier 2005 sera atteint.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET CONVENTIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 74 du présent

Rapport annuel. Les conventions comptables suivantes sont critiques, dans la mesure où elles réfèrent à des montants importants et exigent que la direction formule des estimations qui, en soi, impliquent des incertitudes.

La préparation des états financiers consolidés, selon les PCGR, exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses, principalement par rapport à l'évaluation d'éléments qui ont un effet sur les montants présentés aux états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Provisions cumulatives pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts reflètent l'estimation par la direction des pertes liées aux portefeuilles de prêts. La direction revoit régulièrement la qualité du crédit des portefeuilles afin de s'assurer de la suffisance de la provision pour pertes sur prêts. Compte tenu de l'importance des montants et des incertitudes qui leur sont associés, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses différentes de celles retenues dans la détermination des provisions cumulatives pour pertes sur prêts – notamment, l'évaluation relative aux montants et aux dates de flux de trésorerie futurs, la juste valeur des garanties et les coûts de réalisation, ainsi que l'interprétation de l'impact des conditions économiques et des conditions du marché – pourrait se traduire par des niveaux de provisions sensiblement différents. Des changements dans les circonstances peuvent faire en sorte que de futures évaluations du risque de crédit diffèrent matériellement des évaluations courantes, et qu'une augmentation ou une réduction des provisions cumulatives pour pertes sur prêts s'avère nécessaire. Conséquemment, ces changements pourraient avoir une incidence importante sur la provision pour pertes sur prêts à l'état consolidé des résultats de l'exercice financier, laquelle peut difficilement être quantifiée.

En 2004, la Banque a réduit de 12 millions \$ la provision générale compte tenu de la diminution globale de l'exposition aux risques de crédit des portefeuilles de prêts corporatifs et commerciaux au cours des dernières années. En 2003, la provision générale avait également fait l'objet d'une réduction de 8,5 millions \$ principalement pour refléter la diminution des volumes de prêts à la suite de la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

Une description détaillée de la méthode utilisée pour établir la provision pour pertes sur prêts se retrouve à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 75 du présent Rapport annuel.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont soumis, au moins annuellement, à un test de dépréciation basé sur leur juste valeur.

Le test de dépréciation compare initialement la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition, à sa valeur comptable. La Banque utilise principalement la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie pour évaluer la juste valeur de ses unités d'exploitation. La direction de la Banque doit effectuer un certain nombre d'estimations importantes lorsqu'elle calcule la juste valeur à l'aide de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Ces estimations comprennent les taux de croissance projetés pour le revenu net, les flux de trésorerie futurs, le nombre d'années utilisées aux fins du modèle des flux de trésorerie, le taux d'actualisation pour les flux de trésorerie futurs et plusieurs autres éléments. La direction croit que toutes les estimations sont raisonnables et conformes aux objectifs financiers de la Banque. Ils reflètent les meilleures estimations de la direction, mais comportent toutefois des incertitudes inhérentes, hors de son contrôle.

Toute modification apportée à l'une ou l'autre des estimations utilisées pourrait avoir une incidence importante sur le calcul de la juste valeur et sur la charge pour perte de valeur qui en résulterait. Par conséquent, la Banque ne peut raisonnablement quantifier l'incidence qu'aurait eu l'utilisation d'hypothèses différentes sur sa performance financière globale.

Il est impossible de prévoir si un événement qui déclenche une dépréciation surviendra, ni quand il surviendra, ni comment il se répercutera sur les valeurs de l'actif présentées par la Banque.

Le tableau ci-après indique le montant des écarts d'acquisition au 31 octobre 2004 et au 31 octobre 2003, par secteur d'activité. Aucune charge pour perte de valeur n'a été comptabilisée en 2004 et en 2003.

	2004		2003	
	SERVICES FINANCIERS AUX PARTICULIERS	GESTION DU PATRIMOINE ET COURTAJE	TOTAL	TOTAL
Écarts d'acquisition	53,8 \$	0,2 \$	54,0 \$	54,0 \$

Évaluation des instruments financiers

La Banque comptabilise à leur juste valeur les titres du portefeuille de négociation et les instruments financiers dérivés. La juste valeur est basée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'il n'existe pas de cours, la Banque utilise habituellement la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Ceux-ci sont calculés selon les meilleures estimations de la direction quant aux hypothèses clés, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Étant donné l'importance du jugement dans l'établissement du calcul pour l'estimation de certaines justes valeurs, celles-ci peuvent ne pas être représentatives de la valeur de réalisation nette. Des renseignements supplémentaires sur l'établissement de la juste valeur sont présentés à la note 20 des états financiers consolidés, à la page 97 du présent Rapport annuel.

Baisse de valeur durable des valeurs mobilières

Lorsqu'un titre du portefeuille de placement a subi une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est dévaluée à sa valeur de réalisation nette telle qu'estimée. L'identification des titres ayant subi une moins-value durable et l'estimation de la valeur de réalisation nette exigent que la direction porte certains jugements et estime certaines valeurs.

L'utilisation d'autres hypothèses pourrait aboutir à l'identification des valeurs mobilières ayant subi une baisse de valeur différente, et pourrait également se traduire par des dépréciations sensiblement différentes de celles comptabilisées. Au 31 octobre 2004, les baisses de valeurs non réalisées du portefeuille de placement s'élevaient à 9,8 millions \$. De l'avis de la direction, ces moins-values se résorberont et aucune perte n'en découlera.

Avantages sociaux futurs

L'évaluation des avantages sociaux futurs des employés, pour les régimes à prestations déterminées et pour d'autres avantages postérieurs à l'emploi, est basée sur un certain nombre d'hypothèses, tels les taux d'actualisation, les rendements prévus des actifs et la croissance de la rémunération future. Compte tenu de l'importance des obligations au titre des prestations constituées et des éléments d'actifs des régimes, des modifications aux hypothèses pourraient se traduire par des résultats sensiblement différents. De même, les conditions de rémunération des employés syndiqués, compte tenu du règlement de la convention collective pourraient avoir une incidence sur la charge des régimes de retraite (voir éventualités ci-dessous).

Taux d'actualisation et taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes

La direction de la Banque détermine le taux d'actualisation et les taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes servant à la détermination de la charge de retraite au début de

chaque exercice. Les taux d'actualisation étaient de 6,75 % et 7,00 % pour les exercices terminés le 31 octobre 2004 et le 31 octobre 2003 respectivement. Le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes était de 7,75 % pour les exercices terminés le 31 octobre 2004 et le 31 octobre 2003. Le tableau ci-dessous présente une approximation de l'incidence, sur la charge nette au titre des avantages sociaux futurs pour 2004, d'une augmentation ou d'une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation et du taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes.

EN MILLIONS DE DOLLARS	EFFET POSSIBLE DE VARIATION DE 0,25 %
Taux d'actualisation	1,2 \$
Taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes	0,5 \$

Impôts sur le revenu

Les actifs d'impôts futurs reflètent l'évaluation, par la direction, de la valeur des reports prospectifs de pertes et d'autres écarts temporaires. La détermination de la valeur des actifs est basée sur des hypothèses liées aux résultats d'opération d'exercices financiers futurs, au calendrier d'application de la résorption des écarts temporaires et aux taux d'imposition en vigueur à la date de résorption des écarts. L'utilisation d'autres hypothèses pourrait se traduire par des résultats sensiblement différents, notamment si la Banque n'atteint pas ses objectifs de rentabilité.

Titrisation

La titrisation est un processus par lequel des actifs financiers, essentiellement des prêts hypothécaires en ce qui concerne la Banque, sont transformés en titres négociables et vendus à des investisseurs. Lorsque la Banque abandonne le contrôle sur les créances cédées et que la contrepartie reçue ne se limite pas à des droits de bénéficiaire sur ces actifs, la transaction est comptabilisée comme une vente. La détermination du gain initial dépend de la valeur attribuée à certains droits conservés. Compte tenu qu'il n'y a pas de marché pour ce type de droits, la Banque doit établir leur valeur en se fondant sur la valeur actualisée de flux de trésorerie estimatifs. Les estimations et hypothèses retenues peuvent avoir une incidence importante sur les résultats. De même, la valeur des droits conservés doit être réévaluée périodiquement par la suite. L'utilisation d'estimations et d'hypothèses différentes pourraient avoir une incidence importante sur les résultats. La note 5 aux états financiers consolidés à la page 83 du présent Rapport annuel et la section sur les arrangements hors bilan à la page 52 du présent Rapport de gestion fournissent de plus amples informations sur ces transactions.

Éventualités

Renouvellement de la convention collective

Le 2 février 2003, la Banque et le syndicat qui représente ses employés syndiqués ont accepté de soumettre à un tribunal d'arbitrage, dont la décision sera exécutoire, le soin de déterminer le contenu de la prochaine convention collective. Le tribunal d'arbitrage doit, entre autres, déterminer l'ampleur de certains ajustements rétroactifs touchant la rémunération de ces employés depuis l'expiration de la convention collective. Des provisions ont été comptabilisées à cet égard selon les meilleures estimations de la direction. Le règlement définitif pourrait nécessiter un changement important par rapport au montant constaté.

Litiges

La Banque comptabilise une perte éventuelle si elle juge que la perte est probable et qu'elle peut être estimée de manière raisonnable en se fondant sur l'information alors disponible. Elle estime le montant de la perte en consultant les conseillers juridiques externes qui s'occupent de sa défense. Il faut alors analyser le règlement éventuel et considérer diverses stratégies en matière de litiges et de règlements. Le règlement définitif de certains litiges pourrait nécessiter un changement important par rapport au montant constaté.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES À VENIR

Le 1^{er} novembre 2004, la Banque a adopté la note d'orientation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) concernant la comptabilité « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (NOC 15) et elle applique les nouvelles dispositions du chapitre 3860 de l'ICCA, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », portant sur la présentation de certaines obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres. Tel que détaillé à la note 1 aux états financiers consolidés, la Banque termine actuellement son analyse de ces nouvelles normes et n'anticipe pas que leur adoption ait d'incidence importante. De plus, la Banque suit les récents développements relatifs aux nouvelles normes de l'ICCA portant sur les instruments financiers (« Résultat étendu », « Couvertures » et « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation ») qui devraient s'appliquer pour la Banque aux exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2006. L'incidence de l'adoption de ces normes ne peut raisonnablement être mesurée pour l'instant.

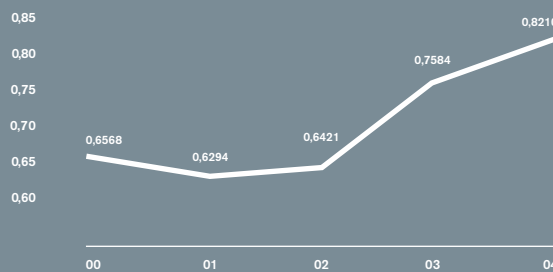
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

En 2004, l'économie mondiale a poursuivi l'élan qu'elle avait amorcé l'an dernier. Ainsi, la vigueur des économies américaine et chinoise est demeurée le moteur de la reprise mondiale, alors que les économies européennes ont continué d'afficher un certain

COURBE DES RENDEMENTS À L'ÉCHÉANCE
BONS DU TRÉSOR ET OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT CANADIEN
AUX 31 OCTOBRE, EN POURCENTAGE



TAUX DE CHANGE DU DOLLAR CANADIEN
EN DOLLAR AMÉRICAIN, AUX 31 OCTOBRE



marasme. Le Canada et le Québec ont bénéficié de conditions économiques particulièrement avantageuses, attribuables à une demande plus forte pour les produits de base et à une demande intérieure obstinément robuste. Les perspectives sont d'autant meilleures pour 2005 que les comportements observés en 2004 devraient se poursuivre. Parallèlement, les marchés financiers se sont ajustés de façon ordonnée à la remontée graduelle des taux d'intérêt, ce qui a favorisé l'adaptation des différents intervenants aux diverses implications de la hausse des taux.

Une bonne partie de l'année, l'économie américaine a continué de bénéficier des stimuli fiscaux et monétaires introduits en 2003 afin de vaincre les pressions déflationnistes. Les réductions spéciales de certaines taxes n'ont pris fin qu'au mois de juin, alors que les conditions monétaires continuent d'être accommodantes malgré la remontée graduelle des taux d'intérêt. De plus, la dépréciation du dollar américain a contribué à encourager la demande pour les exportations américaines. Par ailleurs, la montée des prix de l'énergie, la mollesse de la reprise de l'emploi et la campagne électorale américaine ont jeté une certaine ombre au tableau sans toutefois faire dérailler la croissance de l'économie américaine qui s'est maintenue bien au-delà de la vitesse de croisière de référence, dépassant les 4 %.

En ce qui a trait à l'économie chinoise, elle continue à bénéficier de son accession à l'Organisation mondiale du commerce, obtenue en 2001, et de l'investissement étranger massif favorisé par le développement de son environnement politique et économique. La croissance vigoureuse qui en découle influence fortement la demande pour les produits de base. Par ailleurs, la décision des autorités monétaires chinoises de relever les taux d'intérêt, à l'automne 2004, a indiqué une volonté de contrer les pressions inflationnistes et de se soumettre davantage aux lois du marché. Le prochain pas, particulièrement attendu du G7, serait l'adoption d'un régime de taux de change flexible afin de laisser le yuan s'apprécier. Toutefois, le dragon risque fort de louvoyer avant d'y arriver.

Dans la zone européenne, la politique monétaire demeure expansionniste, alors que l'euro joue le contrepois principal à la dépréciation du dollar américain. La croissance économique n'a pas atteint son plein potentiel en 2004, en raison de la montée des prix du pétrole et de l'appréciation de l'euro : les pressions sur les profits des entreprises retardent toujours l'investissement et l'emploi.

En ce qui a trait à l'économie canadienne, elle a été l'une des grandes gagnantes de la reprise mondiale. La forte demande pour les produits de base, incluant le pétrole, a en effet contribué au redressement des exportations. La demande extérieure a ainsi pris le relais, alors que la demande intérieure commençait à montrer des signes de ralentissement. La croissance du PIB s'est donc maintenue près du potentiel de 3 %. Dans ce contexte, l'appréciation du dollar canadien a continué de représenter une préoccupation majeure tout au long de l'année. Cette appréciation, compara-

tivement à la dépréciation du dollar américain, demeure justifiée, compte tenu de la robustesse des indicateurs économiques du pays et de sa structure macroéconomique performante. L'envolée du huard n'est toutefois pas sans répercussions et des ajustements sur les volumes de commerce sont à prévoir. Ceux-ci pourraient impliquer des pressions supplémentaires sur le secteur manufacturier dont on attend une amélioration de la productivité.

L'économie du Québec a pour sa part évolué dans un contexte favorable en 2004, malgré les difficultés d'une partie du secteur manufacturier. Les exportations ont bénéficié de la hausse de prix des produits de base, alors que la construction résidentielle a de nouveau été un moteur de croissance. Sur le plan sectoriel, les produits du bois et les produits industriels, tels les produits chimiques et métalliques ainsi que la machinerie, ont bénéficié d'une demande extérieure plus forte. L'industrie de l'aérospatiale a pris un autre recul. Également, des secteurs à risque, comme les vêtements ou ceux encore dont les marges bénéficiaires sont relativement moins élevées, comme les produits de l'alimentation et les meubles, éprouvent des difficultés. Dans l'ensemble, la croissance du PIB s'est accélérée à près de 2,5 % en 2004.

Quant aux marchés financiers, ils se sont bien ajustés à la montée graduelle des taux d'intérêt signalée par plusieurs grandes banques centrales. Jusqu'au mois de novembre, les relèvements des taux de rendement à court terme se sont toutefois accompagnés d'un recul des taux à long terme, entraînant un aplatissement de la courbe de rendement. Ce recul des taux à long terme résultait des anticipations d'inflation basse, mais également du renversement des opérations spéculatives sur les écarts de rendement dont s'étaient servis de nombreux investisseurs lorsque les taux étaient moins élevés. Les taux à long terme se sont réajustés à la hausse en fin d'année.

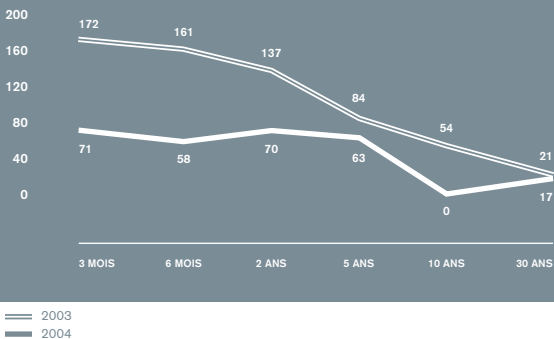
Enfin, après avoir rebondi l'année dernière, les marchés boursiers ont stagné en 2004. Les investisseurs se sont inquiétés de la durée et de l'ampleur de la reprise économique, de la montée des prix du pétrole et, jusqu'au deuxième semestre, de la possibilité que la Réserve fédérale américaine monte rapidement les taux d'intérêt. Les élections présidentielles américaines ont également ajouté au contexte d'incertitude. De plus, une amélioration de la performance des entreprises en 2004 était peu probable, ce qui limitait les perspectives de croissance boursière.

En 2005, la croissance économique canadienne devrait se situer près de son potentiel de 3 %. Pour le Québec, la croissance pourrait s'accélérer par rapport à cette année mais, modestement compte tenu des répercussions de l'appréciation du dollar canadien. Ces prévisions s'appuient sur une hausse appréciable des investissements des entreprises.

Pour ce qui est des taux d'intérêt, l'écart entre les taux directeurs américains et canadiens s'est rétréci en 2004 et n'était plus que de

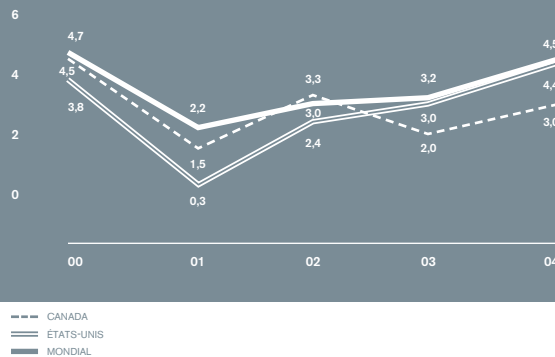
ÉCART DE TAUX D'INTÉRÊT

DIFFÉRENCE ENTRE LES TAUX CANADIENS ET LES TAUX AMÉRICAINS
AUX 31 OCTOBRE, EN POINTS DE BASE



TAUX DE CROISSANCE DU PIB

EN POURCENTAGE



50 points de base en fin d'année. La Réserve fédérale américaine devrait poursuivre le processus de « normalisation » des taux d'intérêt tout au long de l'année. Au Canada, l'incertitude concernant l'évolution du commerce extérieur et l'appréciation du dollar canadien pourrait mener la Banque du Canada à retarder quelque peu les hausses de son taux directeur, sans toutefois remettre en question la réduction progressive du degré de détente monétaire. L'ajustement des grandes devises, les déséquilibres budgétaire et commercial des États-Unis et les discussions avec la Chine devraient être à l'avant-scène dans la conjoncture économique mondiale en 2005.

Pour la Banque, les bonnes perspectives associées aux économies canadienne et québécoise, la construction résidentielle soutenue, de même que la forte demande pour les produits de base, devraient favoriser la croissance des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux particuliers. Le maintien des taux à des niveaux relativement faibles devrait également contribuer à maintenir la demande de crédit. Par ailleurs, la pression exercée par la hausse du dollar canadien pourrait accentuer les difficultés de certains secteurs manufacturiers, ce qui nécessitera une vigilance accrue de certains portefeuilles de prêts.

À l'égard des marchés de capitaux, la capacité de la Banque à générer des revenus de ses activités de trésorerie et de marchés financiers pourrait continuer à être affectée en 2005, comme elle l'a été à partir du second semestre 2004, par la situation des taux d'intérêt, tel que discuté plus en détail dans la section portant sur l'analyse des résultats consolidés en page 35 du présent Rapport annuel.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Comparaison des exercices financiers terminés les 31 octobre 2004 et 2003

Pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2004, la Banque a déclaré un revenu net de 47,8 millions \$, ou 1,33 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 91,9 millions \$ ou 3,32 \$ dilué par action ordinaire, pour l'exercice financier 2003. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 4,6 % en 2004, alors qu'il était de 12,4 % en 2003. Les résultats pour l'exercice financier 2004, comme pour l'exercice financier 2003, incluent l'impact de certaines transactions impor-

tantes, tel que détaillé au tableau 2 en page 36. Excluant ces éléments significatifs, la baisse de la rentabilité en 2004 est principalement attribuable à la réduction de la marge nette d'intérêt et des revenus de trésorerie et de marchés financiers. Le ratio de capital de première catégorie s'est maintenu à plus de 10 % tout au long de l'année, pour s'établir à 10,5 % au 31 octobre 2004, un niveau fort supérieur au ratio cible du BSIF de 7 %.

Comparaison des exercices financiers terminés les 31 octobre 2003 et 2002

Pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2003, la Banque a déclaré un revenu net de 91,9 millions \$, ou 3,32 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 44,3 millions \$ ou 1,26 \$ dilué par action ordinaire, pour l'exercice financier 2002. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté, passant de 4,8 % en 2002 à 12,4 % en 2003. Les résultats pour l'exercice financier 2003 incluent le gain réalisé dans la foulée de la décision stratégique de vendre 57 succursales situées en Ontario et dans l'Ouest canadien, ainsi que d'autres éléments significatifs, alors que, pour leur part, les résultats pour l'exercice financier 2002 ont été affectés par la provision additionnelle pour pertes sur prêts de 70 millions \$, liée au risque de la Banque vis-à-vis de Télélobe et d'autres prêts commerciaux, comme l'indique le tableau 2.

En excluant ces éléments significatifs, le revenu net s'établirait à 56,2 millions \$, ou 1,80 \$ dilué par action ordinaire, en 2003, comparativement à 86,7 millions \$, ou 3,09 \$ dilué par action ordinaire, en 2002. Cette baisse de 35 % de la rentabilité des activités principales, d'un exercice financier à l'autre, est principalement attribuable aux pressions exercées sur les autres revenus, à une légère réduction des marges nettes d'intérêt, à une provision additionnelle pour pertes sur prêts, ainsi qu'à une augmentation des dépenses.

Les ratios de capital se sont améliorés au cours de l'exercice financier 2003 et ont atteint de nouveaux sommets à la suite de la finalisation de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Au 31 octobre 2003, les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient respectivement 10,2 % et 15,2 %, comparativement à 8,8 % et 13,5 % à la même date en 2002.

TABLEAU 1 // SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION

	2004	2003	2002	VARIATION 04 / 03
Revenu net d'intérêt	275,0 \$	343,2 \$	346,0 \$	(20) %
Autres revenus	199,0	286,7	254,4	(31)
Revenu total	474,0	629,9	600,4	(25)
Provision pour pertes sur prêts	40,0	54,0	111,0	(26)
Frais autres que d'intérêt	369,7	441,8	407,3	(16)
Impôts sur le revenu	14,6	38,6	32,5	(62)
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle				
dans le revenu net d'une filiale	49,7	95,5	49,6	(48)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	1,9	3,6	5,3	(47)
Revenu net	47,8 \$	91,9 \$	44,3 \$	(48) %
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	31,3 \$	77,9 \$	29,3 \$	(60) %
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)				
de base	23 485	23 416	23 095	-
dilué	23 521	23 457	23 288	-
Revenu net par action ordinaire				
de base	1,33 \$	3,33 \$	1,27 \$	(60) %
dilué	1,33 \$	3,32 \$	1,26 \$	(60) %
Rendement des capitaux propres attribuables				
aux actionnaires ordinaires	4,6 %	12,4 %	4,8 %	

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Revenu total

Le revenu total s'établissait à 474,0 millions \$ pour l'exercice financier 2004, comparativement à 629,9 millions \$ pour l'exercice financier 2003. En excluant le gain de 69,9 millions \$ réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien et de la contribution de ces succursales, évaluée à 62,0 millions \$, le revenu total pour 2003 s'établirait approximativement à 498,0 millions \$. Les résultats pour 2004 incluent également les retombées positives d'une valeur de 10,0 millions \$ de la

disposition d'actifs et de la révision de provisions de 3,5 millions \$, ainsi que les coûts associés au remboursement de débentures, au montant de 1,1 million \$, tel que décrit ci-après. Exclusion faite de ces éléments, la diminution du revenu total, d'un exercice financier à l'autre, s'établissait approximativement à 36,4 millions \$ ou 7 %. Cette baisse est principalement attribuable à une diminution du revenu net d'intérêt à la suite de la baisse des marges d'intérêt et à une diminution des autres revenus provenant des opérations de trésorerie et de marchés financiers, comme il est présenté dans les pages suivantes.

TABLEAU 2 // ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS AYANT UN IMPACT SUR LES RÉSULTATS

EN MILLIONS DE DOLLARS, À L'EXCEPTION DES MONTANTS PAR ACTION

			2004
	ÉLÉMENTS, AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU	ÉLÉMENTS, NET DES IMPÔTS SUR LE REVENU	DILUÉ PAR ACTION ORDINAIRE
Augmentation des actifs d'impôts futurs découlant de l'augmentation du taux d'imposition de l'Ontario, net de la part des actionnaires sans contrôle	s.o.	1,5 \$	0,06 \$
Vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et de l'Ouest canadien	4,4 \$	3,8	0,16
Vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement	5,6	4,6	0,20
Révision des provisions liées aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien vendues au cours du quatrième trimestre de 2003	3,5	2,4	0,10
Coûts associés au remboursement des débetures Série 7	(1,1)	(0,7)	(0,03)
Réduction de la provision générale pour pertes sur prêts et augmentation équivalente des provisions spécifiques	-	-	-
Impact sur le revenu net	12,4 \$	11,6 \$	0,49 \$
Prime de remboursement payée pour le rachat des actions privilégiées de catégorie A, Séries 7 et 8, et chevauchement des paiements de dividendes		(3,1)	(0,13)
Impact sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires		8,5 \$	0,36 \$
2003			
Gain sur cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien	69,9 \$	54,9 \$	2,34 \$
Frais de restructuration	(19,7)	(12,8)	(0,54)
Pertes sur prêts liées à Air Canada	(10,0)	(6,5)	(0,28)
Contribution des succursales vendues	26,3	17,1	0,73
Impact sur le revenu net et sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	66,5 \$	52,7 \$	2,25 \$
2002			
Pertes sur prêts liées à Téléglobe et à d'autres prêts commerciaux	(70,0) \$	(42,4) \$	(1,83) \$
Impact sur le revenu net et sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	(70,0) \$	(42,4) \$	(1,83) \$

Estimation de l'impact de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien sur les résultats d'exploitation pour 2003

	2003 (TEL QUE DÉCLARÉ)	GAIN SUR LA VENTE DES SUCCURSALES	CONTRIBUTION DES SUCCURSALES VENDUES	2003 (AJUSTÉ)
Revenu net d'intérêt	343,2 \$	- \$	48,9 \$	294,3 \$
Autres revenus	286,7	69,9	13,1	203,7
Revenu total	629,9	69,9	62,0	498,0
Provision pour pertes sur prêts	54,0	-	3,5	50,5
Frais autres que d'intérêt	441,8	-	32,2	409,6
Impact sur le revenu net	s.o.	54,9 \$	17,1 \$	s.o.
Impact sur le revenu net par action ordinaire	s.o.	2,34 \$	0,73 \$	s.o.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a diminué, comme l'indique le tableau 3 ci-après, passant de 343,2 millions\$ (ou 294,3 millions\$ en excluant la contribution estimative des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien de 48,9 millions\$) en 2003, à 275,0 millions\$ en 2004. Cette diminution découle principalement de la réduction des marges nettes d'intérêt qui sont passées de 1,85 % en 2003 à 1,68 % en 2004. La baisse du taux de base moyen et, dans une moindre mesure, les pressions exercées par la concurrence ont contribué à cette réduction des marges.

Au cours de l'année, les marges nettes d'intérêt des grandes banques canadiennes ont continué de se resserrer en raison de la vive concurrence et du faible niveau des taux sur le marché. Pour l'industrie canadienne, en moyenne, depuis le premier trimestre 2003, les marges ont chuté de 9 points de base. Alors que la Banque avait réussi à maintenir le niveau de ses marges en 2003, elle n'a pas échappé à ce phénomène en 2004 et a vu ses marges se contracter de 1,85 % à 1,68 %, soit une diminution de 17 points de base. Les produits à terme fixe, comme les produits à taux variable, ont été affectés. De plus, à la suite de la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien en 2003, la proportion du portefeuille de prêts par rapport aux autres actifs, incluant notamment les liquidités, les valeurs mobilières et les actifs achetés en vertu d'ententes de revente, a diminué de 72 % en 2003, à 68 % en 2004, ce qui a contribué à la réduction des marges d'intérêt. La décision de la direction de maintenir des liquidités additionnelles visait, entre autres, à faciliter la croissance anticipée des portefeuilles de prêts, en fonction du plan d'affaires de la Banque. Toutefois, les alternatives de placements au cours de l'année furent moins intéressantes qu'en 2003, comme en témoigne le taux moyen de rendement de 1,99 % sur les liquidités et valeurs mobilières en 2004, alors qu'il se situait à 2,45 % l'an dernier. Les rachats de débentures subordonnées Série 7 au cours du troisième trimestre et le rachat annoncé des débentures Série 8 au mois de décembre 2004, conjugués aux croissances de volumes

attendues et à d'autres initiatives de gestion des marges, permettront d'améliorer la situation en 2005.

La Banque finance principalement ses opérations en levant des dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, d'entreprises et d'institutions financières. Au 31 octobre 2004, les dépôts s'élevaient à 12,9 milliards\$, alors qu'ils étaient de 13,3 milliards\$ à la même date l'an dernier (voir également le tableau 10), reflétant la décision de la Banque de limiter son excédent de liquidités et valeurs mobilières (voir le tableau 7 pour une vue de l'actif en date du 31 octobre 2004). Le taux d'intérêt moyen sur ces dépôts était de 3,44 % en 2004, alors qu'il se situait à 3,63 % en 2003. La Banque a ainsi bénéficié d'un environnement de taux d'intérêt plus bas pour renouveler une partie de son portefeuille de dépôts à des taux plus avantageux.

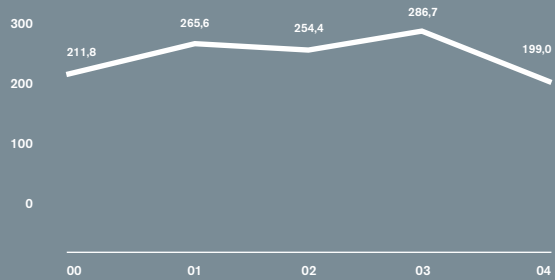
Afin de se prémunir contre certains scénarios de variations de taux, la Banque utilise des instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont des outils efficaces de gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidité. Selon l'évolution des taux d'intérêt et la composition des portefeuilles en termes d'échéances et de types de produits, le rendement réel des portefeuilles peut fluctuer de manière substantielle. Par conséquent, la Banque utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer ses risques, et le revenu net d'intérêt doit être examiné sur une base de couverture. La Banque utilise également des modèles afin de quantifier l'impact potentiel de divers scénarios futurs sur les revenus et les capitaux propres, tel qu'il est expliqué à la section Gestion du risque structurel, à la page 61 du présent Rapport annuel. Au cours de l'année, le portefeuille de swaps de taux d'intérêt a permis de contrebalancer, en partie, l'effet des réductions de taux à court terme principalement associés aux portefeuilles de prêts variables, et a ainsi contribué positivement aux résultats pour un montant de 5,8 millions\$. L'an dernier, les stratégies de couverture associées au portefeuille d'instruments financiers dérivés avaient eu pour conséquence de réduire le revenu net d'intérêt de 20,3 millions\$.

TABLEAU 3 // ÉVOLUTION DU REVENU NET D'INTÉRÊT

 POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE
 EN MILLIONS DE DOLLARS ET EN POURCENTAGE

	2004				2003			
	VOLUME MOYEN EN %	VOLUME MOYEN	INTÉRÊT	TAUX MOYEN	VOLUME MOYEN EN %	VOLUME MOYEN	INTÉRÊT	TAUX MOYEN
Actif								
Liquidités	3,1 %	513 \$	9,8 \$	1,91 %	2,7 %	497 \$	11,7 \$	2,35 %
Valeurs mobilières	17,6	2 870	57,5	2,00	16,7	3 099	76,5	2,47
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente	6,4	1 038	24,0	2,31	4,6	845	23,5	2,79
Prêts								
Personnels	21,9	3 576	239,8	6,71	21,0	3 901	268,1	6,87
Hypothécaires résidentiels	32,6	5 329	303,6	5,70	35,9	6 665	416,2	6,24
Hypothécaires commerciaux	3,9	639	38,9	6,08	4,6	856	57,3	6,69
Commerciaux et autres	10,0	1 625	84,1	5,18	10,5	1 942	104,5	5,38
Autres actifs	4,5	737	0,4	0,06	4,0	743	0,9	0,12
Total – actif	100,0 %	16 327 \$	758,1 \$	4,64 %	100,0 %	18 548 \$	958,7 \$	5,17 %
Passif et capitaux propres								
Dépôts à vue et à préavis		2 399 \$	20,0 \$	0,83 %		2 650 \$	22,7 \$	0,86 %
Dépôts à terme		10 455	422,3	4,04		12 535	528,7	4,22
Autres dépôts		1 507	19,4	1,29		1 351	16,1	1,19
Instruments financiers dérivés hors bilan		–	(5,8)	–		–	20,3	–
		14 361	455,9	3,17		16 536	587,8	3,55
Débetures subordonnées		358	27,2	7,59		400	27,7	6,94
Acceptations		197	–	–		278	–	–
Autres passifs		512	–	–		502	–	–
Capitaux propres		899	–	–		832	–	–
Total – passif et capitaux propres		16 327 \$	483,1 \$	2,96 %		18 548 \$	615,5 \$	3,32 %
Revenu net d'intérêt			275,0 \$	1,68 %			343,2 \$	1,85 %

AUTRES REVENUS EN MILLIONS DE DOLLARS



Autres revenus

Les autres revenus s'élevaient à 199,0 millions \$ en 2004, comparativement à 286,7 millions \$ en 2003 ou 203,7 millions \$, exclusion faite du gain de 69,9 millions \$ réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que de la perte de la contribution de ces succursales évaluée à 13,1 millions \$. La diminution nette de 4,7 millions \$ encourue en 2004 est principalement attribuable à une baisse de 20,3 millions \$ des revenus découlant des activités de trésorerie et de marchés financiers, contrebalancée par le gain de 13,5 millions \$ réalisé grâce à la disposition d'actifs et par l'augmentation de 3,5 millions \$ des revenus des activités de courtage.

Les revenus sur prêts et dépôts s'établissaient à 89,2 millions \$, comparativement à 101,5 millions \$ en 2003. Cette baisse de 12,3 millions \$, ou 12 %, est principalement attribuable à la diminution des volumes de prêts et dépôts des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien cédés en octobre 2003, qui représentaient environ 12 % des dépôts et 15 % des prêts.

Les revenus de trésorerie et de marchés financiers s'élevaient à 30,6 millions \$ en 2004, comparativement à 50,9 millions \$ en 2003. Les revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers ont été affectés par des conditions de marché défavorables, particulièrement durant la dernière partie de l'exercice financier. Par ailleurs, des changements, tant dans le marché des capitaux que dans la réglementation, ont eu pour effet d'atténuer l'importance accordée aux gains en capital comptabilisés comme autres revenus au bénéfice de l'amélioration du revenu net d'intérêt. Tout comme l'an dernier, les résultats de l'exercice ont été affectés par la réduction de la valeur de certains placements pour un montant de 4,9 millions \$ (4,7 millions \$ en 2003), causée par la faiblesse persistante de certains secteurs d'activité économique.

Les revenus tirés des activités de courtage ont augmenté à 20,2 millions \$, comparativement à 16,7 millions \$ en 2003, soit une augmentation de 3,5 millions \$, ou 21 %. Les résultats ont dépassé toutes les attentes alors que les volumes de transactions ont augmenté tant du côté des particuliers que des investisseurs institutionnels, démontrant ainsi l'excellente performance de la nouvelle équipe de gestion qui a su tirer profit d'un environnement favorable.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont également augmenté de 2,2 millions \$ et s'établissaient à 12,9 millions \$ en 2004. L'essentiel de ces revenus est tiré des activités de distribution, alors que les opérations de gestion de fonds, principalement regroupées au sein de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. ont généré un revenu net de 0,2 million \$. La croissance des volumes de fonds communs de placement en début d'exercice financier explique en grande partie l'amélioration de la rentabilité de ces opérations. Au mois de novembre 2004, la Banque a annoncé son intention de se départir de sa participation dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. La transaction devrait se traduire par un gain pouvant atteindre plus de 30 millions \$ (voir la note 24 aux états financiers consolidés). La cession ne devrait pas avoir une grande incidence sur la base de revenus récurrents, compte tenu du fait que la Banque continuera à distribuer les fonds R et les autres produits d'investissement d'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc., et ainsi à percevoir les commissions de distribution applicables.

Les revenus de titrisation ont augmenté à 4,5 millions \$ en 2004, alors qu'ils s'élevaient à 1,0 million \$ en 2003. Les besoins de titrisation à des fins de financement et de gestion du capital ont été relativement faibles en 2004 et 2003, alors que 150,4 millions \$ et 40,0 millions \$ de prêts ont été titrisés pour ces fins respectives. L'augmentation des revenus provient principalement du fait qu'en 2003, des révisions aux hypothèses utilisées dans la détermination de la valeur de certains droits conservés à l'égard d'actifs titrisés, notamment en ce qui avait trait au taux de remboursement anticipé, avaient eu un impact sur les revenus de titrisation. De plus, des stratégies de couverture associées à certains conduits de titrisation avaient également affecté les résultats en 2003. La note 5 des états financiers consolidés fournit de plus amples renseignements sur ces opérations.

Les autres revenus, pour l'exercice financier 2004, incluent principalement les gains sur cession d'actifs ainsi que la révision des provisions, tels que détaillés dans le tableau 2. En 2003, les autres revenus incluaient le gain sur le revenu de 8,5 millions \$ réalisé grâce à la vente des actions de TSX.

TABLEAU 4 // AUTRES REVENUS

 POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE
 EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003	2002	2001	2000	VARIATION 04 / 03
Frais et commissions sur prêts et dépôts						
Frais bancaires sur les dépôts	45,8 \$	51,3 \$	51,4 \$	47,8 \$	39,4 \$	(11) %
Commissions sur prêts	32,1	37,8	48,6	43,6	32,7	(15)
Commissions sur cartes de crédit	11,3	12,4	12,8	13,5	8,8	(9)
Sous-total – frais et commissions sur prêts et dépôts	89,2	101,5	112,8	104,9	80,9	(12)
En % de l'actif moyen	0,55 %	0,55 %	0,61 %	0,61 %	0,56 %	
Autres						
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	30,6	50,9	61,9	48,7	40,5	(40)
Activités de courtage	20,2	16,7	19,2	23,3	23,8	21
Gain sur cession d'actifs	13,5	69,9	–	–	–	(81)
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	12,9	10,7	13,9	17,9	16,8	21
Revenus de régimes enregistrés autogérés	12,2	12,6	13,2	14,4	12,9	(3)
Revenus d'assurance	6,1	6,7	5,3	4,5	4,5	(9)
Revenus de titrisation	4,5	1,0	16,1	18,7	22,2	350
Revenus de fiduciaires	2,1	2,1	1,8	1,4	2,3	–
Autres	7,7	14,6	10,2	8,5	7,9	(47)
Autres éléments spéciaux	–	–	–	23,3	–	–
Sous-total – autres	109,8	185,2	141,6	160,7	130,9	(41)
En % de l'actif moyen	0,67 %	1,00 %	0,76 %	0,94 %	0,91 %	
Total – autres revenus	199,0 \$	286,7 \$	254,4 \$	265,6 \$	211,8 \$	(31) %
En % de l'actif moyen	1,22 %	1,55 %	1,37 %	1,55 %	1,47 %	

Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts, telle que déclarée, s'élevait à 40,0 millions \$ en 2004, soit 0,32 % du portefeuille moyen de prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, y compris l'effet du renversement de la provision générale de 12,0 millions \$ et des provisions additionnelles équivalentes de 6,4 millions \$, 1,9 million \$ et 3,7 millions \$ relatives aux portefeuilles de prêts commerciaux, prêts hypothécaires commerciaux et prêts personnels respectivement. En 2003, cette provision s'élevait à 54,0 millions \$ (0,37 % du portefeuille moyen de prêts), y compris l'effet d'un renversement de la provision générale de 4 millions \$. L'amélioration résulte principalement de la diminution des pertes sur prêts commerciaux, notamment à cause de la perte sur prêts de 10 millions \$ liée à l'exposition de la Banque vis-à-vis Air Canada en 2003.

Les provisions pour pertes sur prêts personnels ont diminué, passant de 26,3 millions \$ en 2003 à 25,6 millions \$ en 2004. Au cours des dernières années, la croissance du portefeuille des prêts à la consommation avait entraîné une augmentation des pertes sur prêts. Compte tenu de la stabilité du portefeuille au cours de l'exercice financier 2004, les pertes ont pu être maintenues à un niveau relativement équivalent à celui de l'an dernier. Par ailleurs, la Banque a dû enregistrer une perte additionnelle de 1,6 million \$ liée spécifiquement à un portefeuille de marges de crédit personnelles de B2B Trust.

Au cours de l'exercice, les provisions pour pertes sur prêts commerciaux ont diminué de 25 %, à 21,6 millions \$. L'an dernier, la perte sur prêts de 10,0 millions \$ liée à l'exposition de la Banque vis-à-vis Air Canada avait particulièrement affecté le niveau des

provisions. En 2004, le portefeuille s'est relativement bien comporté, comme en témoigne le faible niveau des prêts douteux.

Par ailleurs, les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux continuent à afficher une excellente performance.

En 2003, le gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, tenait compte d'une réduction de 4,5 millions \$ de la provision générale. Celle-ci contrebalançait

des provisions additionnelles pour pertes sur prêts reliées à des prêts non productifs provenant des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien que la Banque continue de gérer. La note 4 des états financiers consolidés fournit de plus amples renseignements sur la situation des portefeuilles.

Le tableau 5 présente la provision pour pertes sur prêts de 2002 à 2004.

TABLEAU 5 // PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003 ¹	2002
Prêts personnels	25,6 \$	26,3 \$	23,2 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	1,7	1,2	2,9
Prêts hypothécaires commerciaux	3,1	1,6	2,6
Prêts commerciaux et autres	21,6	28,9	82,3
Sous-total	52,0	58,0	111,0
Effet du renversement des provisions générales	(12,0)	(4,0)	–
Total – provision pour pertes sur prêts	40,0 \$	54,0 \$	111,0 \$
En % du portefeuille moyen de prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente	0,32 %	0,37 %	0,77 %

¹ Exclut l'effet de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 369,7 millions \$ en 2004, alors qu'ils s'élevaient à 441,8 millions \$ en 2003, ou 389,9 millions \$ en excluant 19,7 millions \$ nets avant impôts sur le revenu pour frais de restructuration, ainsi que des frais estimés à 32,2 millions \$ liés aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

Les salaires et les avantages sociaux accordés aux employés ont diminué de 22,0 millions \$, dont 18,1 millions \$ liés aux succursales vendues en 2003. Les avantages découlant du programme de réduction des dépenses initié en 2003 et la diminution des frais associés à la rémunération incitative ont aussi permis de réduire les coûts et de contrebalancer l'effet de l'augmentation de la charge de retraite de 1,7 million \$ principalement attribuable à la baisse de la valeur de l'actif des régimes en 2001 et en 2002. Toutefois, l'excellente performance des caisses de retraite en 2004 et les cotisations effectuées au cours de l'exercice permettent à la direction de croire que le niveau des charges devrait se stabiliser. La note 14 des états financiers consolidés, à la page 89 du

présent Rapport annuel, contient de plus amples renseignements concernant les régimes de retraite. Le nombre d'employés en équivalent temps plein est demeuré relativement stable, passant de 3 159 au 31 octobre 2003 à 3 125 au 31 octobre 2004. Cela démontre la décision de la Banque de maintenir le niveau de ressources actuel afin d'améliorer la qualité de service.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont diminué, passant de 129,0 millions \$ en 2003 à 104,7 millions \$ en 2004. Ce résultat est attribuable à la diminution des coûts de location à la suite de la vente des succursales en 2003, à la réduction des frais d'amortissement et à la mise en œuvre de plusieurs autres initiatives au cours de l'exercice financier.

Les autres dépenses s'établissaient à 82,1 millions \$ en 2004, comparativement à 88,2 millions \$, excluant les frais de restructuration en 2003. L'amélioration résulte, entre autres, de l'impact de la cession des succursales, estimé à environ 2,2 millions \$.

Le tableau 6 illustre l'évolution des frais autres que d'intérêt de 2000 à 2004.

RATIO D'EFFICACITÉ
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT EN POURCENTAGE DU REVENU TOTAL



TABLEAU 6 // FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003	2002	2001	2000	VARIATION 04 / 03
Salaires	140,4 \$	162,9 \$	159,7 \$	178,3 \$	150,5 \$	
Avantages sociaux	42,5	42,0	39,0	34,6	26,7	
Sous-total – salaires et avantages sociaux	182,9	204,9	198,7	212,9	177,2	(11)%
En % de l'actif moyen	1,12 %	1,10 %	1,07 %	1,24 %	1,23 %	
Frais de locaux et technologie						
Amortissement	34,5	42,4	39,2	36,1	30,9	
Loyers et impôts fonciers	33,4	38,8	34,2	33,5	28,9	
Équipements et services informatiques	30,1	38,4	37,2	36,2	27,7	
Entretien et réparation	4,8	6,3	6,5	7,1	6,3	
Services d'utilité publique	1,0	1,9	2,0	2,4	2,3	
Autres	0,9	1,2	1,0	0,6	0,5	
Sous-total – locaux et technologie	104,7	129,0	120,1	115,9	96,6	(19)%
En % de l'actif moyen	0,64 %	0,70 %	0,65 %	0,67 %	0,67 %	
Frais de restructuration	–	19,7	(0,6)	17,5	–	–
En % de l'actif moyen	– %	0,11 %	– %	0,10 %	– %	
Autres frais						
Taxes et assurances	25,1	24,5	25,2	25,9	17,8	
Honoraires et commissions	17,1	18,8	21,3	17,1	18,9	
Communications et frais de déplacement	16,1	18,1	18,6	18,8	17,2	
Publicité et développement des affaires	11,6	12,2	11,2	10,9	9,4	
Articles de bureau et publications	6,0	6,9	7,1	7,2	6,3	
Recrutement et formation	2,2	2,2	1,9	2,4	1,8	
Autres	4,0	5,5	3,8	16,9	8,1	
Sous-total – autres frais	82,1	88,2	89,1	99,2	79,5	(7)%
En % de l'actif moyen	0,50 %	0,47 %	0,47 %	0,58 %	0,56 %	
Total – frais autres que d'intérêt	369,7 \$	441,8 \$	407,3 \$	445,5 \$	353,3 \$	(16)%
En % de l'actif moyen	2,26 %	2,38 %	2,19 %	2,59 %	2,46 %	
En % du revenu total (ratio d'efficacité)	78,0 %	70,1 %	67,8 %	70,6 %	72,0 %	

Ratio d'efficacité

Le ratio d'efficacité est demeuré stable, à 78,0 %, en 2004, comparativement au ratio d'efficacité pro forma établi en 2003 qui excluait le gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien et la contribution estimative des succursales vendues, ainsi que les frais de restructuration. Si ce ratio ne s'est pas amélioré, il n'en reflète pas moins les retombées d'importantes initiatives en matière de contrôle des

coûts qui ont contribué à contrebalancer l'impact de la baisse du revenu total.

Le graphique ci-dessus illustre la performance de la Banque au cours des dernières années.

Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu s'établissaient à 14,6 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 22,7 %, pour l'exercice financier 2004.

En excluant les retombées positives des impôts sur le revenu moins élevés associés aux diverses dispositions d'actifs réalisées au cours de l'exercice financier, ainsi que l'ajustement des actifs d'impôts futurs à la suite de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario, le taux d'imposition effectif s'établirait à 27,6 %. Pour l'exercice financier 2003, les impôts sur le revenu s'établissaient à 38,6 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 28,8 %, ce qui reflétait les impôts sur le revenu moins élevés associés au gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Le taux d'imposition plus élevé en 2003, comparativement à 2004, découle, entre autres, des taux d'imposition plus élevés applicables aux revenus touchés en Ontario et dans l'Ouest canadien.

La note 16 des états financiers consolidés, en page 93 du présent Rapport annuel, offre de plus amples renseignements sur la situation de la Banque en matière d'impôts sur le revenu, sur la provision pour impôts sur le revenu ainsi que sur les taux d'imposition effectifs.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de l'exercice financier 2004, la Banque a continué à déployer tous les efforts pour améliorer sa situation financière. Les transactions visant à réaligner la structure du capital en fonction des besoins de la Banque ont significativement réduit son coût en capital. Parallèlement, les cessions d'actifs qui ne faisaient pas partie des activités principales de la Banque ont permis d'améliorer la rentabilité à court terme, tout en simplifiant la nature des opérations et libérant des ressources pour développer les secteurs d'activité où la Banque détient des positions stratégiques. Enfin, la qualité des portefeuilles de prêts s'est grandement améliorée, comme le démontre le niveau des prêts douteux. Les deux derniers exercices financiers furent des années de transition qui ont permis de relancer la Banque. Forts d'une situation financière plus solide et de stratégies de développement mieux articulées, les secteurs d'activités doivent maintenant prendre la relève et assurer la croissance des opérations.

Au 31 octobre 2004, l'actif global de la Banque s'établissait à 16,6 milliards \$, comparativement à 16,7 milliards \$ au 31 octobre 2003, comme l'indique le tableau 7, en page 44 du présent Rapport annuel. L'actif administré s'élevait à 14,9 milliards \$, alors qu'il était de 15,5 milliards \$ à la fin de l'exercice financier précédent. Ces changements sont expliqués dans les sections suivantes du présent Rapport de gestion.

Liquidités et valeurs mobilières

Les liquidités et les valeurs mobilières ont diminué de 0,6 milliard \$, ou 15 %, au cours de l'exercice financier 2004, passant de 3,9 milliards \$ en 2003, à 3,3 milliards \$ en 2004. Cette diminution provient principalement de la réduction des dépôts à terme, des rachats de débentures subordonnées et de la privatisation de B2B Trust. Les liquidités de la Banque se composent à plus de 75 % de valeurs émises ou garanties par le Canada ou des provinces canadiennes. L'encaisse, d'autres titres d'emprunt et les titres de participation complètent le portefeuille.

Les liquidités et valeurs mobilières représentent maintenant 20,1 % de l'actif au bilan, comparativement à 23,3 % en 2003. Ce niveau relativement élevé permet à la Banque d'avoir une certaine marge de manœuvre afin de répondre à ses engagements et de limiter ses éventuels recours à des sources de financements plus onéreuses.

Actifs achetés en vertu d'ententes de revente

La valeur des actifs achetés en vertu d'ententes de revente, qui s'apparentent à des investissements à très court terme, s'est appréciée à 1,1 milliard \$ au 31 octobre 2004, alors qu'elle était de 0,9 milliard \$ au 31 octobre 2003. Ces actifs sont utilisés comme placements à très court terme, principalement afin de repositionner les liquidités de la Banque et couvrir certaines positions au passif.

Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif ont augmenté, passant de 681 millions \$ au 31 octobre 2003, à 842 millions \$ au 31 octobre 2004. Cette hausse de 24 % est principalement attribuable à l'augmentation des montants se rapportant aux instruments financiers dérivés, à la suite de l'adoption de la nouvelle norme sur les relations de couverture, de même qu'à la modification de la présentation des autres items en transit qui sont maintenant présentés parmi les autres actifs. De même, la hausse des autres actifs incorporels reflète la comptabilisation d'actifs liés aux relations contractuelles et aux relations avec les clients en découlant, à la suite de la privatisation de B2B Trust. Enfin, le niveau des immobilisations a diminué par rapport à l'an dernier, alors que les importants investissements technologiques, effectués de 1999 à 2001 afin de développer l'offre de produits, favoriser l'expansion de B2B Trust et assurer l'intégrité des systèmes, sont progressivement amortis.

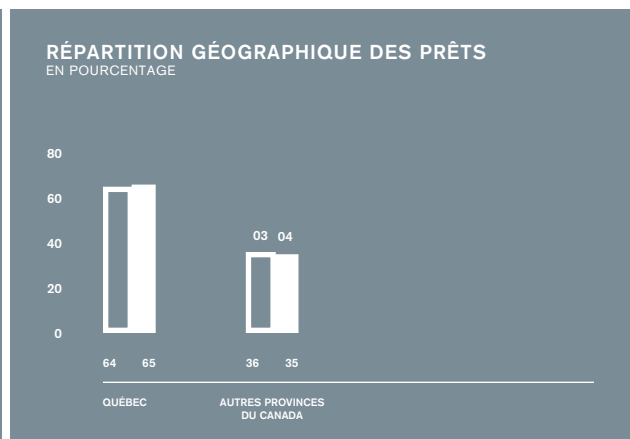
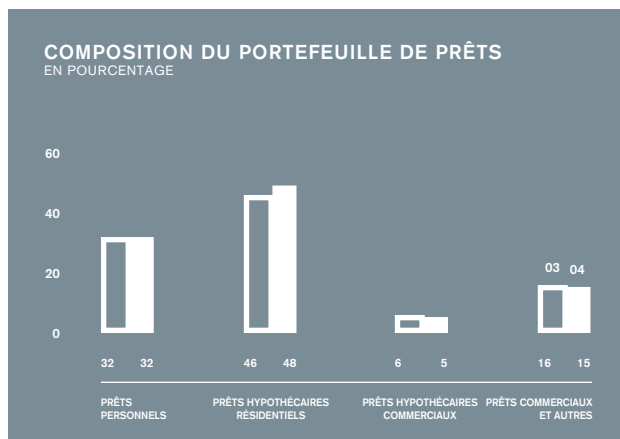


TABLEAU 7 // ACTIF AU BILAN

AUX 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003	2002	VARIATION 04 / 03
Liquidités et valeurs mobilières	3 331 \$	3 906 \$	3 504 \$	(15)%
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente	1 134	882	870	29
Prêts				
Personnels	3 639	3 646	3 865	-
Hypothécaires résidentiels	5 509	5 274	6 646	4
Hypothécaires commerciaux	604	705	956	(14)
Commerciaux et autres	1 543	1 572	1 873	(2)
	11 295	11 197	13 340	1
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(140)	(163)	(218)	(14)
Total des prêts	11 155	11 034	13 122	1
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	145	235	332	(38)
Autres éléments d'actif	842	681	768	24
Actif au bilan	16 607 \$	16 738 \$	18 596 \$	(1)%
Liquidités et valeurs mobilières en % de l'actif au bilan	20,1 %	23,3 %	18,8 %	
Prêts et actifs achetés en vertu d'ententes de revente en % de l'actif au bilan	74,0 %	71,2 %	75,2 %	

Prêts et acceptations bancaires

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires, avant la provision pour pertes sur prêts, est demeuré à 11,4 milliards \$ au 31 octobre 2004, comme en 2003. Toutefois, le volume et la composition des prêts des différents portefeuilles ont fluctué, comme il est expliqué ci-après.

Composition du portefeuille de prêts

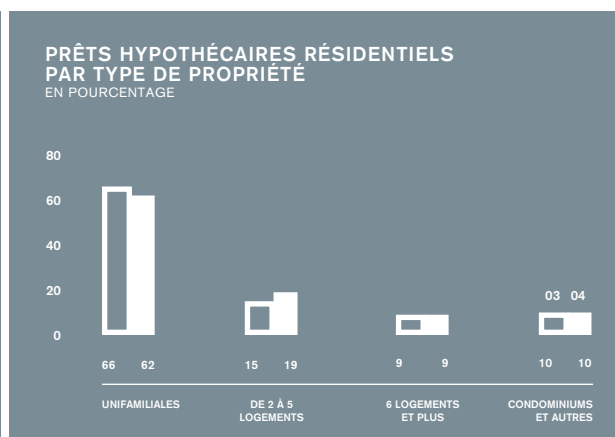
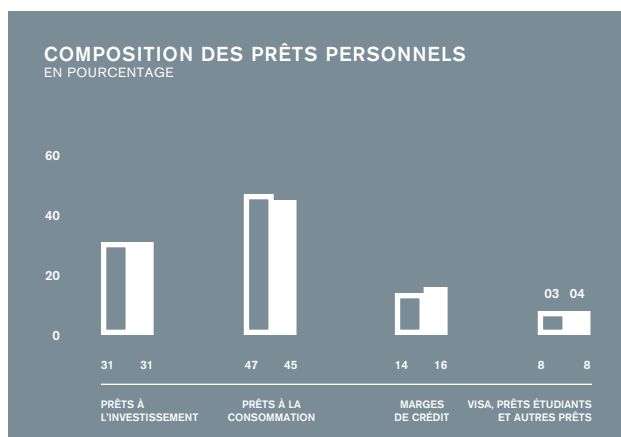
Le portefeuille de prêts de la Banque est constitué de prêts personnels, de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts commerciaux, y compris des acceptations bancaires. La proportion des différents types de prêts au 31 octobre 2004 est essentiellement la même qu'au 31 octobre 2003.

Le portefeuille de prêts personnels s'élevait à 3,6 milliards \$ en 2004, soit 32% du portefeuille de prêts de la Banque, tout comme en 2003. À 5,5 milliards \$, les prêts hypothécaires résidentiels représentaient 48% du portefeuille de prêts en fin d'année, comparativement à 46% en 2003. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance des volumes de plus de 200 millions \$ ou 4%. Quant aux prêts hypothécaires commerciaux, ils s'établissaient à 0,6 milliard \$ ou 5% du portefeuille de prêts,

comparativement à 6% en 2003. En ce qui a trait aux prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, le portefeuille de 1,7 milliard \$ au 31 octobre 2004 représentait 15% des prêts. En 2003, les prêts commerciaux s'élevaient à 1,8 milliard \$, soit 16% du portefeuille. La diminution des volumes de prêts commerciaux est attribuable en grande partie à la faible demande de crédit commercial, ainsi qu'à la stratégie de la Banque visant à réduire son exposition aux risques associés aux prêts corporatifs.

Répartition géographique

La Banque œuvre principalement au Québec, où elle est présente par l'entremise de plus de 150 succursales et 18 centres d'affaires commerciaux. De plus, elle étend ses activités partout au Canada grâce à dix autres centres d'affaires commerciaux, un vaste réseau de plus de 13 000 courtiers et planificateurs financiers indépendants, ainsi qu'aux liens qu'elle maintient avec plus de 8 000 détaillants agissant comme intermédiaires pour les activités de financement aux points de vente. B2B Trust continue également à assurer une présence physique significative en Ontario. Au 31 octobre 2004, la répartition géographique des prêts de la Banque demeure donc diversifiée, malgré la cession des succursales de l'Ontario et l'Ouest canadien en 2003. La



proportion des prêts consentis au Québec représentait 65 % du total des prêts, un niveau comparable à celui de l'an dernier (64 %), alors que le niveau des prêts consentis hors Québec se situait à 35 % au 31 octobre 2004.

Taille des prêts par emprunteur commercial

Depuis le mois de mai 2002, la limite maximale d'un prêt consenti à un nouvel emprunteur commercial unique est de 20 millions \$. Cette limite était auparavant de 40 millions \$. La Banque désire maintenir la taille des prêts qu'elle octroie à un niveau cohérent avec le niveau de risque qu'elle veut assumer, conformément à ses politiques de gestion du risque de crédit. Certains prêts octroyés avant cette date excèdent 20 millions \$. Ceux-ci sont très étroitement surveillés afin de limiter la concentration des risques de crédit. Au 31 octobre 2004, la Banque maintenait toujours des emprunts de plus de 20 millions \$ avec six entreprises, pour un total de 128,5 millions \$. La limite de 20 millions \$ établie pour les prêts hypothécaires commerciaux est demeurée inchangée.

Assurances et garanties

L'un des piliers d'intervention de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) consiste à faciliter l'accès des Canadiens à du financement hypothécaire à coût abordable pour favoriser l'accession à la propriété. À cette fin, la SCHL offre un programme d'assurance hypothécaire qui vise à garantir les prêts hypothécaires consentis par les prêteurs. La Banque participe au programme en tant que prêteur agréé, ce qui lui permet de bénéficier de la couverture d'assurance, de réduire ainsi son risque global de crédit et d'améliorer ses ratios de capital. De plus, en maintenant une forte proportion de prêts hypothécaires résidentiels assurés, la Banque maintient sa capacité à poursuivre ses activités de titrisation qui lui permettent d'optimiser le financement de ses opérations et de gérer ses liquidités. Au terme de l'exercice financier 2004, 51 % des prêts hypothécaires résidentiels étaient assurés par la SCHL, comparativement à 57 % en 2003. Par ailleurs, la Banque considère détenir d'excellentes garanties pour les autres prêts conventionnels pour lesquels la valeur des prêts n'excède jamais 75% de la valeur estimée des propriétés à l'origine, conformément aux exigences légales.

Les propriétés de cinq logements ou moins, dont un nombre important de résidences unifamiliales, représentent 81 % de l'encours des prêts hypothécaires résidentiels, tout comme en 2003. Le solde moyen de ces prêts se chiffre à 87 200 \$, comparativement à 85 300 \$ au terme de l'exercice financier 2003.

Les prêts hypothécaires commerciaux sont également garantis par des actifs spécifiques dont, notamment, des projets de construction, des propriétés commerciales, des centres commerciaux et des immeubles de bureaux, de même que des usines, des entrepôts et des condominiums industriels.

Le portefeuille de prêts à l'investissement de B2B Trust se compose principalement de prêts sur fonds communs de placement. Ces prêts, d'une valeur moyenne d'environ 45 000 \$, sont habituellement garantis par quatre à cinq fonds communs de placement, assurant ainsi une bonne diversification du risque. La valeur de ces placements doit respecter les modalités des ententes de prêt en tout temps.

Ainsi, une part importante du portefeuille de prêts de la Banque est assurée ou protégée par des actifs donnés en garantie par les emprunteurs.

Évolution des portefeuilles de prêts

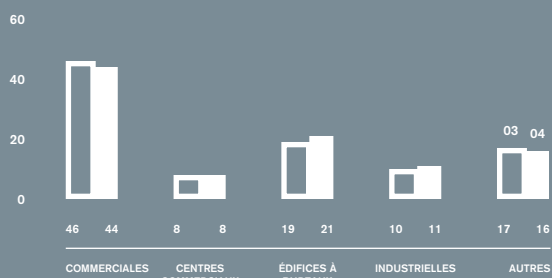
Prêts personnels

Au 31 octobre 2004, le portefeuille de prêts personnels s'élevait à 3,6 milliards \$, tout comme à la même date en 2003. Les prêts à la consommation, principalement constitués de prêts souscrits à travers le Canada par l'entremise du réseau de financement aux points de vente, ont légèrement diminué de 105 millions \$ au cours de l'exercice. Cette diminution est cohérente, compte tenu de la révision des stratégies de tarification et de commissions, initiée en 2003, dont l'objectif était l'amélioration de la rentabilité de ces opérations. Le portefeuille de prêts à l'investissement, qui constitue 31% des prêts personnels, a profité de la reprise de l'activité sur les marchés des fonds communs de placement et augmenté de près de 3 %. Le portefeuille de marges de crédit a aussi démontré une forte croissance de 18 % au cours de l'exercice financier 2004. Les prêts provenant du réseau de succursales au Québec et des ententes de partenariat de B2B Trust ont contribué à cette augmentation s'élevant à 39 millions \$ et 44 millions \$ respectivement.

Prêts hypothécaires résidentiels

Comme l'indique le tableau 8, les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, y compris les prêts au bilan et les prêts titrisés, ont augmenté de 145 millions \$ au cours de l'exercice financier 2004. Les conditions favorables dans le marché immobilier et une attention toute particulière des services financiers directs aux particuliers au Québec ont permis à la Banque de prendre sa part de la croissance des marchés, et ce, malgré une très vive concurrence.

**PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX
PAR TYPE DE PROPRIÉTÉ
EN POURCENTAGE**



**TABLEAU 8 // PORTEFEUILLE DE PRÊTS
HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS**

AUX 31 OCTOBRE, EN MILLIONS DE DOLLARS	2004	2003
Prêts hypothécaires résidentiels, tels que présentés au bilan	5 509 \$	5 274 \$
Prêts titrisés, excluant les prêts liés aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien	482	572
Total des prêts hypothécaires résidentiels, incluant les prêts titrisés	5 991 \$	5 846 \$

Prêts hypothécaires commerciaux

La Banque demeure un acteur reconnu dans le domaine des prêts hypothécaires commerciaux à travers le Canada. Son portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux s'élevait à 604 millions \$ au terme de l'exercice financier 2004, comparativement à 705 millions \$ au 31 octobre 2003. Cette baisse est attribuable principalement aux échéances importantes du portefeuille de prêts à terme. Par ailleurs, l'excellente performance du portefeuille de prêts relatifs à des projets de développement immobilier a permis de conserver un volume d'affaires intéressant.

Au 31 octobre 2004, l'Ontario et l'Ouest canadien représentaient 61 % du portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux et le Québec, 39 %, alors qu'au 31 octobre 2003, leurs parts respectives s'établissaient à 55 % et 45 %.

Prêts commerciaux

Au 31 octobre 2004, la Banque détenait un portefeuille de prêts commerciaux, y compris des acceptations bancaires, d'une valeur de 1,7 milliard \$, comparativement à 1,8 milliard \$ au 31 octobre 2003, soit une baisse de 119 millions \$, ou 7 %.

La diminution du portefeuille de prêts commerciaux résulte principalement de la faible demande de crédit commercial, et aussi du repositionnement des Services financiers aux entreprises, amorcé au cours de l'exercice financier 2002 et visant à réduire l'exposition aux risques de crédit. Ce repositionnement était d'ailleurs relié principalement au portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Ce portefeuille représente 15 % du total des prêts de la Banque et contribue positivement à sa rentabilité, comme en témoignent les résultats du secteur d'activité Services financiers aux entreprises.

Les prêts commerciaux sont bien diversifiés en terme d'industries comme en fait foi le graphique à la page suivante. La plus grande part du portefeuille de prêts, soit 40 %, est attribuée aux grands secteurs Manufacturier, ainsi que Commerce et services. La Banque a également des positions significatives dans les secteurs Finance et assurance et Pâtes et papier.

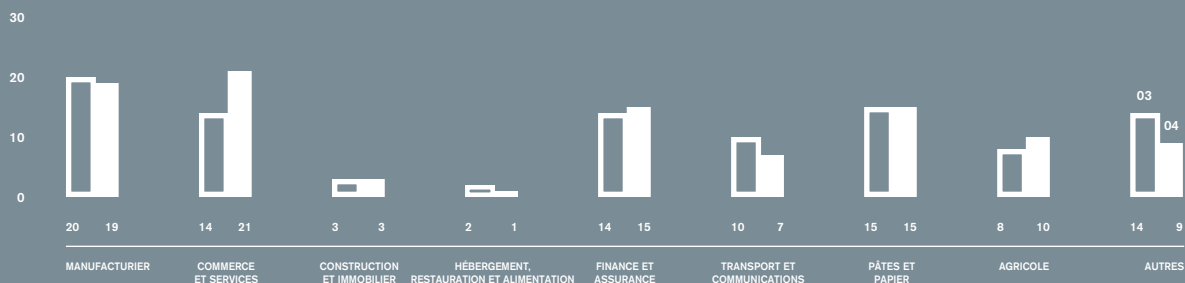
Prêts douteux

La qualité du crédit s'est améliorée de manière significative au cours du dernier exercice financier, quoi que puisse laisser suggérer le niveau de pertes sur prêts. En fait, les prêts douteux bruts ont diminué, passant de 185 millions \$ en 2003 à 127 millions \$ en 2004, soit une amélioration de plus de 30 %. Le niveau global de provisions est maintenant plus élevé que les prêts douteux bruts, ce qui se solde par des prêts douteux nets de (13) millions \$, ou -0,1 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs acquis en vertu d'ententes de revente. Au 31 octobre 2003, les prêts douteux nets s'élevaient à 22 millions \$, ou 0,2 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs acquis en vertu d'ententes de revente. Cette amélioration est principalement attribuable aux portefeuilles de prêts commerciaux, alors que les autres portefeuilles de prêts demeuraient à des niveaux semblables à ceux de l'exercice financier précédent, comme l'indique le tableau 9.

TABLEAU 9 // PRÊTS DOUTEUX

AUX 31 OCTOBRE EN MILLIONS DE DOLLARS	2004			2003		
	BRUT	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	NET	BRUT	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	NET
Prêts personnels	18,1 \$	(10,1) \$	8,0 \$	19,6 \$	(9,3) \$	10,3 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	13,2	(3,9)	9,3	14,0	(3,7)	10,3
Prêts hypothécaires commerciaux	15,5	(6,1)	9,4	13,0	(6,1)	6,9
Prêts commerciaux et autres	80,2	(54,7)	25,6	138,6	(66,8)	71,8
Total	127,0 \$	(74,8) \$	52,3 \$	185,2 \$	(85,9) \$	99,3 \$
Provisions générales			(65,3)			(77,3)
Total – prêts douteux nets			(13,0) \$			22,0 \$
En % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente			(0,1) %			0,2 %

PRÊTS COMMERCIAUX PAR INDUSTRIE EN POURCENTAGE



Les provisions générales reflètent la meilleure estimation quant aux pertes potentielles imputables à la détérioration de la qualité du crédit de prêts qui n'ont pas encore été classés comme douteux. La provision générale attribuée est estimée selon le profil de pertes historiques et selon un facteur de référence au cycle économique pour les divers portefeuilles. La provision générale non attribuée tient compte des changements récents dans la composition du portefeuille, dans les conditions économiques et de marché, de même que du risque associé au modèle et aux estimations.

Au 31 octobre 2004, la provision générale s'établissait à 65,3 millions \$, comparativement à 77,3 millions \$ en 2003, soit une baisse nette de 12 millions \$. Au cours de l'exercice financier 2004, la Banque a revu le niveau de ses provisions générales et a déterminé que, compte tenu des modifications apportées à ses politiques de crédit limitant la taille des prêts à 20 millions \$ et à la diminution du volume de prêts commerciaux et du risque de crédit correspondant au cours des 12 derniers mois, une diminution du niveau de ses provisions générales s'imposait. La note 4 des états financiers consolidés offre de plus amples renseignements à ce propos.

Portefeuille de produits dérivés

Dans le cours normal de ses affaires, afin de se protéger contre les risques de fluctuation des taux d'intérêt et des taux de change, de répondre à la demande de ses clients et de dégager un revenu de ses activités de négociation, la Banque souscrit divers contrats et engagements qui se traduisent en produits dérivés. La note 19 des états financiers consolidés présente de plus amples informations sur le portefeuille de la Banque.

Dépôts

Le portefeuille de dépôts a diminué, passant de 13,3 milliards \$ au début de l'exercice financier 2004 à 12,9 milliards \$ au 31 octobre 2004, reflétant ainsi les variations des différents types de dépôts que la Banque lève afin de financer ses opérations. Le tableau 10 ci-après présente un sommaire des différents portefeuilles.

Dépôts de particuliers

Le total des dépôts des particuliers est demeuré relativement stable, comparativement au 31 octobre 2003, et s'établissait à

10,5 milliards \$ au 31 octobre 2004. La diminution de 105 millions \$ reliée essentiellement aux dépôts à terme souscrits par l'entremise de courtiers, a été contrebalancée en partie par une augmentation de 50 millions \$ des dépôts à vue et à préavis effectués par l'entremise du réseau de succursales. Les dépôts des particuliers représentaient 81 % du total des dépôts au 31 octobre 2004, comparativement à 79 % au 31 octobre 2003.

Les dépôts de particuliers constituent une source de financement particulièrement avantageuse et stable pour la Banque, en raison notamment de leur disponibilité et de leur faible coût par rapport aux dépôts institutionnels. Au cours de l'exercice financier 2004, la Banque a augmenté la proportion de dépôts à vue et à préavis, lesquels sont significativement moins coûteux que les dépôts à terme. Ces dépôts sont à la base des relations d'affaires avec les principaux clients de la Banque, et constituent un bon indicateur de la capacité de la Banque à améliorer son positionnement. Le niveau des dépôts à terme souscrits par le réseau de succursales a légèrement augmenté en 2004. Ces dépôts sont en concurrence directe avec les fonds communs de placement ; depuis quelques années toutefois, la préférence des investisseurs pour des produits d'épargne plus conservateurs a permis d'en stabiliser le niveau.

La Banque a maintenu sa forte présence auprès des intermédiaires financiers indépendants à travers le Canada par l'entremise de son secteur d'activité B2B Trust et de son réseau de courtiers. Au 31 octobre 2004, les dépôts de B2B Trust s'élevaient à 2,1 milliards \$, comparativement à 2,2 milliards \$ au 31 octobre 2003. Ces dépôts sont plus sensibles à la tarification et s'ajustent ainsi plus facilement aux besoins de financement de la Banque.

Dépôts d'entreprises et autres

Les dépôts des entreprises, des banques et des institutions gouvernementales ont diminué de 327 millions \$, passant de 2,8 milliards \$ au 31 octobre 2003 à 2,5 milliards \$ au 31 octobre 2004, d'autres sources s'avérant suffisantes pour le financement des activités. La section sur les cotes de crédit de la Banque, à la page 51 du présent Rapport de gestion, explique plus longuement le coût associé à ce type de financement pour la Banque.

TABLEAU 10 // DÉPÔTS

AUX 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004		2003	
Dépôts de particuliers				
À vue et à préavis	1 858 \$	14,4 %	1 808 \$	13,6 %
À terme				
Réseau de succursales	4 046	31,3	4 032	30,4
Courtiers	4 550	35,3	4 669	35,1
	8 596	66,6	8 701	65,5
Sous-total – dépôts de particuliers	10 454	81,0	10 509	79,1
Entreprises et autres				
À vue et à préavis	662	5,1	630	4,7
À terme fixe	1 795	13,9	2 154	16,2
Sous-total – entreprises et autres	2 457	19,0	2 784	20,9
Total – dépôts	12 911 \$	100,0 %	13 293 \$	100,0 %

Capital

Les capitaux propres s'élevaient à 886,8 millions \$ au 31 octobre 2004, soit une augmentation de 13,4 millions \$ par rapport à l'exercice financier précédent. Cette augmentation résulte principalement des modifications au capital-actions privilégié, tel qu'il est expliqué ci-dessous. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont également augmenté, passant de 673,3 millions \$ au 31 octobre 2003 à 676,8 millions \$ au 31 octobre 2004, tout comme la valeur comptable de l'action ordinaire qui est passée de 28,73 \$ au 31 octobre 2003 à 28,78 \$ au 31 octobre 2004. Au cours de l'exercice financier 2004, la Banque a émis 75 758 actions ordinaires en vertu de son régime d'options d'achat d'actions, pour un produit de 1,8 million \$. Au 31 octobre 2004, 23 511 343 actions ordinaires étaient en circulation.

Au cours de l'exercice financier 2004, la Banque a racheté toutes les actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, Série 7 et Série 8 à 7,75 %, pour un montant de 102 millions \$ et a procédé parallèlement à l'émission d'actions

privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, Série 10 à 5,25 % pour un montant de 108 millions \$ (incluant les frais d'émission). Ces transactions ont permis d'augmenter les capitaux propres de 6 millions \$, tout en réduisant le coût en capital.

La structure de capital de la Banque est réexaminée périodiquement afin de maximiser le taux de rendement du capital investi au bénéfice des actionnaires, tout en s'assurant qu'elle réponde aux exigences réglementaires. À cet égard, la Banque considère également le niveau de son capital total, lequel est composé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, d'actions privilégiées, de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales et de débetures subordonnées. Au 31 octobre 2004, le capital total s'élevait à 1 137 millions \$, comparativement à 1 315 millions \$ au 31 octobre 2003, soit une diminution de 178 millions \$. Cet écart est principalement attribuable au rachat pour fins d'annulation des débetures Série 7 à 5,75 % pour un montant de 100 millions \$, ainsi qu'au rachat sur le marché, par l'entremise de Valeurs Mobilières Banque Laurentienne inc., filiale de la Banque, de débetures

Série 8 à 7,0 % pour un montant de 49,5 millions\$. Ces titres de placement ont été déduits des engagements correspondants, conformément à la nouvelle norme comptable des principes comptables généralement reconnus. La privatisation de B2B Trust a également eu pour effet de diminuer le capital total de 43 millions\$.

La Banque surveille étroitement la qualité de son capital puisqu'il constitue un facteur essentiel dans l'évaluation de son niveau de sécurité et de solidité par rapport à l'ensemble des risques liés à ses activités.

Le ratio BRI de capital de première catégorie s'est légèrement amélioré depuis le 31 octobre 2003 et s'établissait à 10,5 %, un résultat principalement attribuable à la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio BRI de capital total a diminué à 14,0 %, alors qu'il s'établissait à 15,2 % au 31 octobre 2003, un résultat attribuable aux transactions touchant les débetures décrites ci-dessus. Ces ratios se comparent avantageusement à ceux des autres banques canadiennes. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires (soit les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins

les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré en fonction des risques a diminué à 7,6 %, comparativement à 7,8 % au 31 octobre 2003, en raison principalement de la privatisation de B2B Trust. Le ratio de l'actif sur les fonds propres de la Banque s'établissait à 15,0 comparativement à 13,1 au 31 octobre 2003.

Les tableaux 12 et 13 présentent l'actif pondéré en fonction des risques et le capital réglementaire qui servent au calcul des ratios, tels qu'établis par la Banque des règlements internationaux (BRI).

TABLEAU 11 // CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2004
EN NOMBRE D' ACTIONS

////////////////////	
Actions privilégiées de catégorie A	
Série 9	4 000 000
Série 10	4 400 000
Total des actions privilégiées	<u>8 400 000</u>
Actions ordinaires	<u>23 511 343</u>
////////////////////	

TABLEAU 12 // ACTIF PONDÉRÉ EN FONCTION DES RISQUES

AUX 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003	2002
////////////////////			
Éléments inscrits au bilan			
Liquidités	68 \$	148 \$	57 \$
Valeurs mobilières	255	359	262
Prêts hypothécaires	2 123	2 104	2 595
Autres prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 828	4 948	5 469
Autres éléments d'actifs	543	596	690
Provisions générales	65	73	81
Total – éléments inscrits au bilan	<u>7 882</u>	<u>8 228</u>	<u>9 154</u>
Éléments hors bilan			
Produits dérivés	50	60	50
Engagements de crédit	54	123	73
Total – actif pondéré en fonction des risques	<u>7 986 \$</u>	<u>8 411 \$</u>	<u>9 277 \$</u>
////////////////////			

TABLEAU 13 // CAPITAL REGLEMENTAIRE – BRI

 AUX 31 OCTOBRE
 EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003	2002	VARIATION 04 / 03
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires	248,6 \$	246,8 \$	246,2 \$	1 %
Bénéfices non répartis	428,1	426,5	375,8	-
Actions privilégiées non cumulatives	209,7	200,0	200,0	5
Participation sans contrôle dans des filiales	6,3	41,8	52,3	(85)
Moins : écarts d'acquisition	(54,0)	(54,0)	(54,0)	-
Total – capital de première catégorie (A)	838,7	861,1	820,3	(3)
Capital de seconde catégorie				
Actions privilégiées non-cumulatives ¹	0,3	-	-	-
Actions privilégiées permanentes	-	-	0,4	-
Débetures subordonnées	250,5	400,0	400,0	(37)
Provisions générales	65,3	73,0	81,2	(11)
Participation sans contrôle dans des filiales (instruments subordonnés à terme)	-	-	1,4	-
Total – capital de seconde catégorie	316,1	473,0	483,0	(33)
Investissement dans une société satellite, titrisation et autres	(41,0)	(54,2)	(53,9)	(24)
Capital réglementaire – BRI (B)	1 113,8 \$	1 279,9 \$	1 249,4 \$	(13) %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (Tableau 12) (C)	7 985,7 \$	8 410,5 \$	9 276,5 \$	
Ratio BRI de première catégorie (A / C)	10,5 %	10,2 %	8,8 %	
Ratio BRI total (B / C)	14,0 %	15,2 %	13,5 %	
Ratio actif / fonds propres	15,0 x	13,1 x	15,0 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques	7,6 %	7,8 %	6,7 %	

¹ Représente le montant des actions privilégiées excédant 25 % du capital de première catégorie.

Dividendes

Tout au long de l'exercice financier 2004, la Banque a démontré son habileté à générer suffisamment de revenus pour s'assurer de maintenir sa tradition de versements ininterrompus de dividendes. Le retard dans l'exécution du plan d'affaires a toutefois forcé le conseil d'administration à se pencher sur la situation au cours de l'exercice financier mais, compte tenu des gains résultant des cessions d'actifs et de signes permettant de constater l'amélioration de certaines activités, les dividendes ont été déclarés de façon régulière à tous les trimestres. Pour l'exercice financier 2005, à chaque trimestre, le conseil d'administration évaluera la situation financière de la Banque, ainsi que sa capacité à atteindre ses objectifs financiers afin de supporter les déclarations de dividendes.

Au cours de l'exercice financier 2004, la Banque a déclaré un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire pour chacun des trimestres, soit un total de 1,16 \$ par action ordinaire, ou 27,2 millions \$, tout comme en 2003. Les dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents, totalisaient 14,5 millions \$, comparativement à 13,9 millions \$ en 2003. Cette variation est attribuable principalement au chevauchement des paiements de dividendes découlant de l'émission d'actions privilégiées de catégorie A Série 10 au cours du deuxième trimestre et du rachat des actions privilégiées de catégorie A Série 7 et Série 8 au troisième trimestre. De plus, une prime de rachat de 2 millions \$ a également été versée lors de ce rachat d'actions.

TABLEAU 14 // DIVIDENDES EN ESPÈCES

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE	2004	2003	2002
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars)	1,16 \$	1,16 \$	1,16 \$
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires (en milliers de dollars)	27 248 \$	27 164 \$	26 854 \$
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées ¹ (en milliers de dollars)	16 218 \$	13 771 \$	12 903 \$

¹ Incluant la prime sur le rachat des actions privilégiées de catégorie A Série 7 et Série 8 de 2 millions \$ en 2004.

Cotes de crédit

La capacité de la Banque à obtenir du financement institutionnel ainsi que les coûts de ce type de financement sont liés aux cotes de crédit fixées par les agences de notation telles Dominion Bond Rating Service Limited (DBRS) et Standard & Poor's.

Le 7 octobre 2004, DBRS abaissait les cotes de la Banque, mais révisait ses perspectives, de négatives à stables. Le 29 septembre 2004, Standard & Poor's a annoncé qu'elle révisait ses perspectives, de stables à négatives. Ces changements font suite au retard dans la mise en œuvre du plan de repositionnement de la Banque et à un niveau de rentabilité inférieur à celui attendu.

TABLEAU 16 // OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

AUX 31 OCTOBRE EN MILLIONS DE DOLLARS	2005	2006	2007	2008	2009	PAR LA SUITE	TOTAL
Dépôts à terme	4 596 \$	2 033 \$	1 420 \$	942 \$	1 400 \$	- \$	10 391 \$
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert	952	200	320	-	-	24	1 496
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	16	-	-	-	-	-	16
Débitures subordonnées	101	150	-	-	-	-	251
Engagements en vertu de baux, contrats de services informatiques et autres ¹	60	48	46	43	37	74	308
Total	5 725 \$	2 431 \$	1 786 \$	985 \$	1 437 \$	98 \$	12 462 \$

¹ La Banque a également signé des lettres d'entente avec certains fournisseurs, représentant des engagements totaux de 70,0 millions \$, qui devraient se conclure par la signature de contrats en 2005.

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des engagements contractuels de diverses natures. Les principales obligations découlent de l'émission de titres d'emprunt, incluant les dépôts souscrits auprès de particuliers, d'entreprises et d'autres institutions, afin de financer ses activités. La Banque s'oblige également en signant des baux et des contrats de services. Par

Toutefois, les dépôts de particuliers et les dépôts en provenance des intermédiaires financiers indépendants constituent la principale source de financement de la Banque. Par conséquent, les modifications aux cotes de crédit de la Banque ne devraient pas avoir de répercussions importantes sur les opérations, ou sur les liquidités et les coûts de financement.

TABLEAU 15 // COTES DE CRÉDIT

	DBRS	STANDARD & POOR'S
Dépôts et dettes de premier rang	BBB	BBB+
Instruments à court terme	R-2 (haut)	A-2 (A-1 bas, selon le groupe de référence canadien)
Débitures subordonnées	BBB (bas)	BBB
Actions privilégiées	Pfd-3n	BBB- (P-2 bas, selon le groupe de référence canadien)

Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente un sommaire des principales obligations contractuelles, au 31 octobre 2004, échéant au cours de chacune des cinq prochaines années et par la suite.

ailleurs, la Banque doit également rendre disponibles des liquidités et d'autres éléments d'actifs afin de faire face, notamment, à l'ouverture prévue d'un certain nombre de succursales au cours des trois prochaines années et pour participer aux systèmes de compensation et de paiement. La note 21 des états financiers consolidés complète cette information.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Dans le cours normal de ses opérations, la Banque conclut plusieurs transactions impliquant des arrangements hors bilan. Notamment, la Banque gère ou administre des actifs de clients qui ne sont pas comptabilisés au bilan. De plus, les éléments hors bilan comprennent des entités mises en place à des fins de financement et de gestion de capital.

Biens administrés et biens sous gestion

L'actif administré et l'actif sous gestion comprennent des prêts hypothécaires commerciaux et résidentiels sous gestion reliés aux activités de titrisation, des actifs détenus par des clients auxquels la Banque fournit des services tels le placement, le règlement d'opérations d'achat et de vente, des services administratifs et la perception des revenus de placement, ainsi que l'actif des régimes autogérés offerts par sa filiale B2B Trust. La Banque perçoit des frais et commissions de ces actifs.

Par l'intermédiaire de ses filiales Valeurs mobilières Banque Laurentienne et BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., la Banque gère également des portefeuilles de placements de particuliers et d'institutions. Au cours de l'exercice financier 2004,

la Banque effectuait aussi la gestion de fonds communs de placement par l'entremise de sa participation dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le tableau suivant illustre l'ensemble des biens administrés et des biens sous gestion. Au 31 octobre 2004, ces éléments totalisaient 14,9 milliards \$, en baisse de 0,6 milliard \$ par rapport à l'exercice financier précédent.

La diminution des actifs liés aux régimes de retraite autogérés, d'un exercice financier à l'autre, est attribuable principalement aux modifications de l'environnement réglementaire, notamment la création de la Mutual Fund Dealers Association, qui encourage les intervenants à assurer la gestion de leurs régimes autogérés eux-mêmes. La Banque et sa filiale B2B Trust travaillent ardemment à développer leur offre de service afin de maintenir leur position sur ce marché. Les prêts hypothécaires sous gestion ont diminué essentiellement en raison de la baisse des opérations de titrisation. Les actifs des fonds communs de placement ont augmenté sous l'effet combiné de la performance du marché et des ventes nettes positives. Les actifs institutionnels sont demeurés relativement stables par rapport à l'exercice financier 2003, tout comme les actifs de courtage de clients et les autres actifs de particuliers en fiducie.

TABLEAU 17 // ACTIF ADMINISTRÉ

AUX 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003	2002	VARIATION 04 / 03
REER et FERR autogérés	8 378 \$	8 512 \$	8 009 \$	(2)%
Institutionnels	2 695	2 644	2 058	2
Actifs de courtage de clients	1 390	1 345	1 316	3
Fonds communs de placement	1 332	1 238	1 157	8
Prêts hypothécaires sous gestion	800	1 428	2 055	(44)
Autres – Particuliers	283	321	298	(12)
Total – actif administré	14 878 \$	15 488 \$	14 893 \$	(4)%

Structures d'accueil

La Banque utilise des structures d'accueil pour la titrisation de prêts hypothécaires dans le but d'obtenir du financement, de réduire le risque de crédit et de gérer son capital. La Banque n'agit pas à titre d'intermédiaire pour des clients dans ce type d'activité.

Dans le cadre d'une opération de titrisation, une entité cède des actifs à une structure d'accueil, généralement constituée sous forme de fiducie au Canada, contre de l'argent. La structure d'accueil finance ces achats par l'émission d'obligations à terme ou de papier commercial. Les ventes des créances s'accompagnent le plus souvent d'un rehaussement de crédit afin que les obligations ou le papier commercial bénéficient des meilleures cotes de crédit. Les dépôts de garantie, les actifs excédentaires et les garanties de liquidités constituent les principales formes de

rehaussement. Les programmes de titrisation sont souvent assortis de contrats d'échange d'intérêts (swap) afin de garantir les paiements aux investisseurs.

Les opérations de titrisation sont comptabilisées comme ventes d'actifs uniquement lorsque la Banque est réputée avoir cédé le contrôle des actifs et qu'elle reçoit une contrepartie autre que des droits de bénéficiaires sur ces actifs. La Banque utilise principalement des conduits mis en place par de grandes banques canadiennes, ainsi que le programme des Obligations hypothécaires du Canada développé par la Société canadienne d'hypothèque et de logements. Au moment de la vente des actifs, la Banque conserve certains droits relatifs aux marges d'intérêt excédentaires et des comptes de réserve, lesquels constituent des droits conservés. La Banque revoit périodiquement la valeur de ces

droits et constate aux résultats toute baisse de valeur durable, le cas échéant. De même, la Banque a conclu des contrats d'échange d'intérêt visant à garantir les paiements aux investisseurs. La Banque continue également d'assurer l'administration de tous les actifs titrisés après leur cession. Au 31 octobre 2004, l'encours total des prêts hypothécaires titrisés s'élevait à 603,6 millions \$ (940,5 millions \$ en 2003) et les droits conservés à 15,1 millions \$ (18,0 millions \$ en 2003). Des revenus de 1,4 million \$ ont été constatés en 2004 (1,9 million \$ en 2003) au titre des opérations de titrisation. La note 5 aux états financiers consolidés donne de plus amples renseignements sur ces structures.

Engagements relatifs au crédit et aux marges de crédit

Dans le cours normal de ses opérations, la Banque utilise certains instruments de crédit hors bilan pour répondre aux besoins financiers de ses clients. Le tableau ci-dessous présente les engagements de la Banque à cet égard. La note 21 des états financiers consolidés donne certaines informations additionnelles.

TABLEAU 18 // ENGAGEMENTS RELATIFS AU CRÉDIT ET AUX MARGES DE CRÉDIT

AUX 31 OCTOBRE EN MILLIERS DE DOLLARS	2004	2003
Engagements de crédit inutilisés	2 793 807 \$	2 485 170 \$
Lettres de crédit documentaire	19 371 \$	13 470 \$
Lettres de crédit de soutien et garantie d'exécution	55 329 \$	65 445 \$

TABLEAU 19 // RÉSULTATS SECTORIELS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS
LES 31 OCTOBRE, EN POURCENTAGE

	2004			2003		
	REVENU TOTAL	REVENU NET	RATIO D'EFFICACITÉ	REVENU TOTAL	REVENU NET	RATIO D'EFFICACITÉ
Services financiers aux particuliers	65,1 %	37,9 %	82,7 %	66,5 %	29,3 %	84,7 %
Services financiers aux entreprises	17,8 %	39,0 %	40,3 %	16,7 %	36,2 %	37,5 %
B2B Trust	11,6 %	16,3 %	63,3 %	11,2 %	19,2 %	60,2 %
Gestion du patrimoine et Courtage	5,5 %	6,8 %	78,4 %	5,6 %	15,3 %	62,6 %

Services financiers aux particuliers

Pour l'exercice financier 2004, la contribution des Services financiers aux particuliers aux résultats consolidés de la Banque a connu une amélioration de 41 %, et s'établissait à 23,7 millions \$, comparativement à 16,8 millions \$ en 2003. Les résultats de l'exercice incluent une partie du gain réalisé grâce à la vente du portefeuille Visa, d'une valeur de 2,1 millions \$ et un montant de 1,0 million \$ provenant de la vente des activités de traitement

ANALYSE SECTORIELLE

La Banque compte quatre secteurs d'activité :

- les Services financiers aux particuliers
- les Services financiers aux entreprises
- B2B Trust
- Gestion du patrimoine et Courtage

Pour l'exercice financier 2004, leur contribution au revenu net de la Banque, excluant le secteur Autres, s'établissait à 38 % pour les Services financiers aux particuliers, à 39 % pour les Services financiers aux entreprises, à 16 % pour B2B Trust et à 7 % pour Gestion du patrimoine et Courtage. Pour l'exercice financier 2003, ces contributions s'élevaient respectivement à 30 %, 36 %, 19 % et 15 %.

Les résultats du secteur d'activité Services financiers aux particuliers se sont améliorés de manière significative, comparativement à l'exercice financier 2003, principalement grâce à une réduction des pertes sur prêts et à une augmentation du niveau d'activités. Les Services financiers aux entreprises ont également amélioré leur contribution grâce à une réduction des pertes sur prêts, alors que la performance de B2B Trust est demeurée relativement stable. Le secteur d'activité Gestion du patrimoine et Courtage a également bénéficié d'une augmentation du niveau d'activités, ce qui lui a permis de dépasser ses objectifs pour l'exercice financier.

Certaines transactions importantes, tels que décrites au tableau 2, ont été imputées aux secteurs d'activité. L'analyse présentée ci-après précise ces allocations.

d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement. Même en ne considérant pas ces éléments, les résultats indiquent une amélioration significative de plus de 20 %.

Historiquement, les Services financiers aux particuliers ont toujours été la pierre angulaire de la Banque. Les énergies et les investissements importants qui leur ont été consentis cette

année, visaient à restaurer cette image de marque et à insuffler un nouveau vent d'optimisme et de renouveau. Les résultats ne se sont pas faits attendre. Déjà, la croissance des prêts hypothécaires de 194 millions \$ et des dépôts aux particuliers de 55 millions \$, attribuable à l'ensemble du réseau de succursales, témoigne de l'engagement de tous les employés à participer au développement de la Banque. Ces croissances de volume ont contribué à une augmentation des revenus de 15 millions \$ approximativement, excluant les retombées de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien réalisée à la fin de l'exercice financier 2003 ainsi que les dispositions d'actifs, telles que décrites ci-dessus. Les modifications apportées aux stratégies de tarification dans le domaine du financement aux points de vente, de même que pour les autres types de produits, ont également contribué à l'amélioration de la rentabilité.

Par ailleurs, les pertes sur prêts ont également connu une amélioration significative au cours de l'exercice financier 2004, soit de 9,0 millions \$, dont 3,5 millions \$ attribuables aux succursales vendues en 2003. Les frais d'exploitation ont diminué de 43,7 millions \$, un résultat attribuable principalement aux économies liées aux succursales vendues et au programme de réduction des dépenses mis en œuvre en 2003. L'effet combiné de la hausse des revenus et de la réduction des dépenses a permis d'améliorer le ratio d'efficacité à 82,7 %, comparativement à 84,7 % en 2003.

Tout au long de l'exercice financier 2004, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre ou menées à terme, et elles ont contribué, directement ou indirectement, à la réalisation des objectifs de performance. Au premier plan, le projet *Entrepreneurship*, mis en branle en 2002 et élargi depuis à l'ensemble du réseau de succursales de la Banque. Le déploiement de cet esprit d'entrepreneurship dans l'ensemble du réseau a permis à la Banque de capitaliser sur l'une de ses forces fondamentales – la qualité du service.

Par ailleurs, des activités de marketing plus intensives, y compris des campagnes de publicité directe et dans les médias, ont contribué à rehausser la visibilité et la notoriété de la Banque en 2004. Ces initiatives se poursuivront au cours de l'exercice financier 2005.

La Banque a récemment annoncé l'ouverture de cinq succursales avec un tout nouveau concept de boutiques de services financiers. Ce concept traduit une approche totalement repensée des activités bancaires en succursale. Quatre nouvelles succursales ont été ouvertes aux mois de novembre et de décembre 2004 ; une nouvelle succursale doit aussi ouvrir en janvier 2005. Cela devrait se poursuivre au cours des prochaines années, alors que l'ouverture d'environ 15 autres succursales est actuellement envisagée. Cet investissement important pour la Banque, de l'ordre

de 10 millions \$, demeure un élément central de la stratégie du secteur d'activité et une preuve tangible de sa volonté de réussir. Ces nouvelles succursales, entre autres initiatives, contribueront à accélérer la croissance de la Banque au cours de l'exercice financier 2005 et pour les années à venir.

TABLEAU 20 // SERVICES FINANCIERS AUX PARTICULIERS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE EN MILLIONS DE DOLLARS	2004	2003
Revenu net d'intérêt	238,2 \$	274,2 \$
Autres revenus	87,2	95,2
Revenu total	325,4	369,4
Provision pour pertes sur prêts	19,8	28,8
Frais autres que d'intérêt	269,2	312,9
Revenu avant impôts sur le revenu	36,4	27,7
Impôts sur le revenu	12,7	10,9
Revenu net	23,7 \$	16,8 \$

Services financiers aux entreprises

Pour l'exercice financier 2004, la contribution des Services financiers aux entreprises aux résultats consolidés de la Banque s'est améliorée de 17 % et s'établissait à 24,4 millions \$, comparativement à 20,8 millions \$ en 2003. Ce secteur d'activité a continué à déclarer des résultats constants tout au long de l'exercice financier. La croissance des revenus a été freinée par le faible niveau persistant de la demande de financement commercial. Cependant, la diminution des pertes sur prêts a permis à ce secteur d'activité d'augmenter sa contribution. De plus, l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts commerciaux a été particulièrement remarquable au cours des douze derniers mois, comme en témoigne le fait que le niveau de prêts douteux a diminué de 35 %.

D'un coup d'œil rétrospectif, les résultats des diverses niches de marché de la Banque se sont avérés mixtes au cours de l'exercice financier 2004. L'équipe de financement immobilier a su profiter de la vigueur de ce marché, ce qui lui a permis d'atteindre des sommets historiques dans le domaine des prêts à la construction. Ces résultats ont pu être réalisés grâce à l'ouverture d'un bureau à Ottawa et à l'augmentation du niveau d'activité dans la région de Montréal, le tout conjugué à un roulement régulier de transactions dans la grande région de Toronto. Quoiqu'on anticipe un ralentissement du marché de la construction dans certaines régions, l'augmentation récente de ses forces de vente dans l'Ouest canadien permettra à la Banque de saisir de nouvelles occasions d'affaires rentables.

Le portefeuille de prêts agricoles est demeuré stable au cours de l'exercice financier 2004, alors que l'impact de la crise suscitée par la maladie de la vache folle se faisait toujours sentir. De plus, une compétition toujours plus vive, manifeste dans des politiques de tarification agressives en matière de prêts garantis par le gouvernement, a contribué à limiter le potentiel de croissance. Au cours de l'exercice financier 2005, la mise en œuvre d'un concept de « centre satellite » permettra d'étendre le rayonnement géographique de la Banque.

Le portefeuille de prêts destinés aux petites et moyennes entreprises est également demeuré stable au cours de l'exercice financier 2004, un résultat attribuable à la faiblesse de la demande et à la compétition toujours plus vive dans ce marché, particulièrement au Québec. Les activités de la Banque en Ontario, pour leur part, se concentrent désormais dans le segment des prêts de 1 million \$ à 20 millions \$, là où la Banque estime avoir les meilleurs atouts pour réussir.

Le portefeuille de prêts corporatifs a substantiellement diminué au cours de l'exercice financier 2004, à la suite de la décision de la Banque de réduire son exposition aux risques. À compter du début de l'exercice financier 2005, ce qui reste de ce portefeuille sera confié à l'équipe de la trésorerie, selon une approche de gestion intégrée des risques qui inclura des prêts directs ainsi que des investissements dans des produits financiers synthétiques.

TABLEAU 21 // SERVICES FINANCIERS AUX ENTREPRISES

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003
Revenu net d'intérêt	56,9 \$	62,8 \$
Autres revenus	32,4	29,8
Revenu total	89,3	92,6
Provision pour pertes sur prêts	15,7	23,5
Frais autres que d'intérêt	36,0	34,8
Revenu avant impôts sur le revenu	37,6	34,3
Impôts sur le revenu	13,2	13,5
Revenu net	24,4 \$	20,8 \$

B2B Trust

Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits et services financiers aux particuliers par l'intermédiaire de conseillers financiers indépendants et de leurs regroupements, d'institutions financières non bancaires et de détaillants partout au Canada, sous marque privée ou sous sa marque générique, *Le choix du conseiller*. À la suite de la privatisation de B2B Trust le 8 juin 2004, les résultats de ce secteur d'activité reflètent désormais son statut de filiale à part entière de la Banque.

La contribution de B2B Trust au revenu net a diminué de 0,8 million \$, et s'établissait à 10,2 millions \$ en 2004, comparativement à 11,0 millions \$ en 2003. Cette diminution du revenu net, d'un exercice financier à l'autre, est attribuable à une baisse de revenus de 4,4 millions \$ et à une augmentation de la provision pour pertes sur prêts de 2,9 millions \$, contrebalancées par une réduction des coûts d'exploitation de 0,8 million \$, une diminution des impôts sur le revenu de 4,0 millions \$ et une réduction de l'ajustement de la part des actionnaires sans contrôle, d'un montant de 1,7 million \$, en raison de la privatisation de B2B Trust.

Le revenu total s'élevait à 58,1 millions \$ en 2004, comparativement à 62,5 millions \$ en 2003, soit une baisse de 4,4 millions \$, ou 7 %. Le revenu net d'intérêt a diminué de 3,8 millions \$, un résultat attribuable principalement à la baisse de la marge nette d'intérêt qui est passée de 1,77 % en 2003 à 1,64 % en 2004. Cette compression de la marge d'intérêt est attribuable aux changements dans la composition de l'actif, ainsi qu'à un environnement d'affaires compétitif au cours d'une période où les taux d'intérêt se sont maintenus à un niveau relativement bas, ce qui a contribué à réduire la marge d'intérêt nette que procurent historiquement les sources de financement.

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 4,6 millions \$ en 2004, soit une augmentation de 2,9 millions \$, d'un exercice financier à l'autre, comparativement à 1,7 million \$ en 2003. Cette augmentation est attribuable dans une large mesure au développement en cours d'un portefeuille de marges de crédit personnelles. Le total des facilités de crédit personnel a augmenté de 44 millions \$, soit 45 %, par rapport à l'exercice financier précédent. La qualité du portefeuille de prêts à l'investissement est demeurée extrêmement bonne, tel que le démontre le ratio de pertes sur prêts de 0,04 %.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 0,8 million \$, ou 2 %, et s'établissaient à 36,8 millions \$ en 2004, comparativement à 37,6 millions \$ en 2003. Le ratio d'efficacité a augmenté, passant de 60,2 % pour l'exercice financier 2003 à 63,3 %. Cette baisse de productivité reflète la baisse de 7 % des revenus, contrebalancée en partie par la baisse de 2 % des dépenses.

Les prêts à l'investissement et les prêts REER s'élevaient à 1,1 milliard \$ au 31 octobre 2004, soit une augmentation de 32 millions \$, ou 3 %, d'un exercice financier à l'autre. Ce résultat atteste la stabilité de ces produits clés auprès des consommateurs, de même que les étroites relations d'affaires de B2B Trust avec les intermédiaires financiers. Ces produits clés constituent d'ailleurs plus de 50 % des revenus de B2B Trust. La contribution de B2B Trust ainsi que l'avantage économique lié à la distribution de produits de crédit par l'intermédiaire de tiers indépendants devraient continuer à se développer grâce à la vigueur du marché des actions.

TABLEAU 22 // PORTEFEUILLES DE PRÊTS DE B2B TRUSTAUX 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003
Investissement	1 145 \$	1 113 \$
Hypothécaires résidentiels	616	784
Marges de crédit	141	97
	1 902 \$	1 994 \$

TABLEAU 23 // B2B TRUSTPOUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003
Revenu net d'intérêt	43,0 \$	46,8 \$
Autres revenus	15,1	15,7
Revenu total	58,1	62,5
Provision pour pertes sur prêts	4,6	1,7
Frais autres que d'intérêt	36,8	37,6
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	16,7	23,2
Impôts sur le revenu	4,6	8,6
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	1,9	3,6
Revenu net	10,2 \$	11,0 \$

Gestion du patrimoine et Courtage

Le secteur d'activité Gestion du patrimoine et Courtage a déclaré un revenu net de 4,3 millions \$ pour l'exercice financier 2004, comparativement à 8,7 millions \$ pour l'exercice financier 2003, y compris le gain après impôts sur le revenu de 6,7 millions \$ réalisé grâce à la vente d'actions TSX.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. a amélioré de manière substantielle sa contribution aux résultats de la Banque pour l'exercice financier 2004. Pour cet exercice, le revenu net s'élevait à 4,1 millions \$, une augmentation remarquable par rapport à l'exercice financier précédent alors que la contribution s'établissait à 2,2 millions \$, en excluant le gain après impôts sur le revenu de 6,7 millions \$ réalisé grâce à la vente d'actions TSX. Cette performance permet d'envisager 2005 avec enthousiasme, d'autant plus que la direction est particulièrement motivée à en assurer la croissance. Le revenu total s'élevait à 21,7 millions \$ pour

l'exercice financier 2004, comparativement à 18,2 millions \$ pour l'exercice financier 2003, en excluant le gain réalisé grâce à la vente d'actions TSX. Valeurs mobilières Banque Laurentienne exploite principalement dans les secteurs suivants : transactions à revenu fixe et des activités de courtage au détail.

La coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. a amélioré ses résultats, les portant à 0,4 million \$ (0,2 million \$ – participation de 50 %) pour l'exercice financier 2004, comparativement à une perte de 0,4 million \$ (0,2 million \$ – participation de 50 %) pour l'exercice financier 2003. Les frais de gestion se sont améliorés et atteignaient 11,2 millions \$ (5,6 millions \$ – participation de 50 %) pour l'exercice financier 2004, comparativement à 8,5 millions \$ (4,3 millions \$ – participation de 50 %) pour l'exercice financier 2003. Les fonds communs de placement sous gestion ont également augmenté, de 24 %, et s'élevaient à 910 millions \$ au 31 octobre 2004, en raison d'une bonne performance sur le plan des ventes et de l'augmentation des cours du marché. La valeur globale des actifs sous gestion a augmenté à 1,7 milliard \$ au 31 octobre 2004, comparativement à 1,6 milliard \$ au 31 octobre 2003. BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. gère des portefeuilles pour ses divisions de fonds communs de placement et de gestion financière, privée et institutionnelle.

Vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 4 novembre 2004, la Banque et son coentrepreneur, la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, ont signé une entente de principe afin de vendre toutes les actions en circulation de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. à Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. Cette entente prévoit également que la Banque continuera à distribuer les Fonds R au cours des dix prochaines années, en vertu d'une entente de distribution exclusive. La clôture de la transaction est prévue au cours du premier trimestre 2005, sujet à l'obtention des approbations réglementaires. L'entente prévoit le paiement d'un montant initial de 65 millions \$ approximativement, établi sur la base de l'actif sous gestion au moment de la clôture de la transaction et d'un montant final de 8 millions \$ au terme de la cinquième année. Le montant initial est assujéti à une clause de récupération pouvant atteindre 28 millions \$ au cours des cinq premières années, si certaines conditions de ventes minimales nettes ne sont pas satisfaites. Le montant final est également assujéti à certaines conditions établies sur la base des ventes.

Cette entente permettrait à la Banque de dégager un gain pouvant atteindre plus de 30 millions \$, sujet à certaines conditions, dont les résultats de ventes. Une partie de ce gain sera comptabilisée lors de la clôture de la transaction, et le solde, par la suite. La note 24 des états financiers consolidés fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

TABLEAU 24 // GESTION DU PATRIMOINE ET COURTAGÉ

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004	2003
Revenu net d'intérêt	1,4 \$	1,3 \$
Autres revenus	26,0	29,7
Revenu total	27,4	31,0
Frais autres que d'intérêt	21,5	19,4
Revenu avant impôts sur le revenu	5,9	11,6
Impôts sur le revenu	1,6	2,9
Revenu net	4,3 \$	8,7 \$

Autres

La contribution du secteur Autres de la Banque s'établissait à -14,8 millions \$ pour l'exercice financier 2004, comparativement à 34,6 millions \$ pour l'exercice financier 2003. Les résultats pour 2004 incluent une part de 1,7 million \$ du gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts sur carte de crédit, une part de 3,6 millions \$ du gain réalisé grâce à la vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement, ainsi que les retombées positives des changements dans l'estimation de certaines provisions liées à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, d'une valeur de 2,4 millions \$. Ces éléments ont toutefois été contrebalancés par les activités de trésorerie et de titrisation, ainsi que par d'autres activités. La contribution nette pour l'exercice financier 2003 incluait le gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, soit un montant de 54,9 millions \$ après impôts sur le revenu, ainsi que les frais de 12,8 millions \$ après impôts sur le revenu liés au programme de réduction des dépenses.

ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Au cours des deux dernières années, les résultats de la Banque ont été significativement influencés par les répercussions de

certaines transactions particulières. Ces transactions et autres événements, sont analysés tout au long du présent Rapport de gestion et présentés dans le tableau 25. Par ailleurs, les résultats de la Banque sont également fortement influencés par les changements macroéconomiques, qui peuvent survenir tant au Canada que dans le reste du monde, notamment la situation des taux d'intérêt, les politiques monétaires et la croissance économique, ainsi que par les changements réglementaires.

En 2003 comme en 2004, la variation des résultats d'un trimestre à l'autre, excluant l'effet des transactions décrites ci-dessus, s'explique principalement par la fluctuation des revenus tirés des activités de trésorerie, lesquels sont, de par leur nature, plus volatils. La marge nette d'intérêt a aussi diminué de façon régulière depuis le début de l'exercice financier 2003, en raison de la conjoncture dans le domaine des taux d'intérêt et de la compétition sur le marché canadien. La perte de la contribution des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien explique également la diminution de la rentabilité, d'un trimestre à l'autre, entre 2004 et 2003.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Afin de veiller à ce que les états financiers consolidés et le rapport de gestion soient présentés de manière impartiale, la Banque a mis en place, depuis de nombreuses années, des contrôles et des procédures à l'égard de l'information financière. Dès l'automne 2002, un processus trimestriel, visant l'attestation d'un ensemble d'éléments à l'échelle de la Banque, a été mis en place de manière proactive. Au mois de juin 2003, la mise de l'avant par les autorités gouvernementales d'une réglementation plus stricte en matière d'attestation de l'information financière est venue supporter l'importance accordée au processus de préparation de ces documents. La Banque travaille maintenant activement aux phases suivantes devant mener à l'attestation des contrôles et des procédures de communication ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière. La Banque a également mis en place un certain nombre de mesures additionnelles visant à assurer une plus grande qualité de l'information financière, dont: un comité de divulgation formel qui deviendra pleinement opérationnel au premier trimestre de 2005 et une politique concernant l'approbation des mandats octroyés aux vérificateurs externes.

TABLEAU 25 // RÉSULTATS TRIMESTRIELS

EN MILLIONS DE DOLLARS

	2004				2003			
	TRIMESTRES TERMINÉS LES							
	31 OCT.	31 JUIL.	30 AVRIL	31 JANV.	31 OCT.	31 JUIL.	30 AVRIL	31 JANV.
Revenu net d'intérêt	70,0 \$	68,3 \$	66,8 \$	70,0 \$	83,0 \$	87,9 \$	84,6 \$	87,6 \$
Autres revenus	38,9	52,9	56,6	50,5	117,8	55,9	53,1	60,0
Revenu total	108,9	121,2	123,4	120,5	200,8	143,8	137,7	147,6
Provision pour pertes sur prêts	8,9	10,9	10,5	9,8	11,0	16,0	16,0	11,0
Frais autres que d'intérêt	91,3	91,5	94,2	92,8	125,8	109,3	102,0	104,6
Impôts sur le revenu	1,6	4,9	4,7	3,3	12,5	7,3	7,8	11,0
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu d'une filiale	-	0,2	0,7	1,0	0,8	0,9	0,9	1,1
Revenu net	7,1 \$	13,7 \$	13,3 \$	13,6 \$	50,7 \$	10,3 \$	11,0 \$	19,9 \$

**Facteurs qui ont entraîné des
variations au cours des trimestres :**

Augmentation des actifs d'impôts futurs découlant de l'augmentation du taux d'imposition de l'Ontario	- \$	- \$	- \$	1,5 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et de l'Ouest canadien	-	-	3,8	-	-	-	-	-
Vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit, et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement	-	4,6	-	-	-	-	-	-
Révision des provisions liées aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien vendues au cours du quatrième trimestre de 2003	-	2,4	-	-	-	-	-	-
Coûts associés au remboursement des débetures Série 7	-	(0,7)	-	-	-	-	-	-
Réduction de la provision générale pour pertes sur prêts et augmentation équivalente des provisions spécifiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien	-	-	-	-	54,9	-	-	-
Frais de restructuration	-	-	-	-	(10,8)	(2,0)	-	-
Pertes sur prêts liées à Air Canada	-	-	-	-	-	(3,2)	(3,3)	-
Total des éléments ayant un impact sur le revenu net	- \$	6,3 \$	3,8 \$	1,5 \$	44,1 \$	(5,2) \$	(3,3) \$	- \$

CADRE DE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES

La Banque est exposée à différents types de risques de par la nature des activités commerciales qu'elle poursuit. En vue de s'assurer de la prise en compte de tous les risques importants auxquels elle pourrait être confrontée, la Banque s'est dotée d'un Cadre de gestion intégrée des risques devant permettre aux administrateurs d'effectuer une supervision en matière d'évaluation et de contrôle des risques.

L'objectif principal de ce Cadre est de créer une culture de gestion des risques axée sur l'établissement de mesures permettant d'optimiser le ratio rendement / risque dans toutes les sphères d'activité de l'institution. Ces mesures comprennent essentiellement l'établissement de processus permettant de déceler, comprendre et évaluer en permanence les risques importants ; l'adoption de limites de risque et de politiques de gestion des risques, saines et prudentes ; l'établissement et l'application de contrôles internes efficaces et la définition des rôles et responsabilités du comité de direction en matière de gestion des risques.

Le Cadre se compose de deux sections : le milieu de contrôle et la gouvernance d'entreprise. Le milieu de contrôle repose sur cinq fonctions : les ressources humaines, la planification stratégique, l'intégrité financière, la gestion des risques et la conformité. En ce qui a trait à la gouvernance d'entreprise, le conseil d'administration a la responsabilité ultime de s'assurer autant que possible que la tolérance globale au risque soit en accord avec les stratégies et objectifs de la Banque et que ses ressources, sa technologie et ses processus soient alignés sur ses objectifs. La responsabilité de chaque fonction est déléguée à certains membres de la direction et supervisée par les comités du conseil. On trouve en page 15 une description du rôle de chacun de ces comités.

Structure de gestion des risques

La direction a élaboré une structure de gestion des risques qui a été approuvée par le conseil d'administration. Le comité de direction a établi que le risque de crédit, le risque de marché (incluant les risques de taux d'intérêt, de change étranger et de liquidité), le risque de gestion du capital, le risque structurel, le risque opérationnel et le risque réglementaire sont davantage contrôlables et mesurables, et peuvent par conséquent être encadrés plus formellement. Des politiques spécifiques encadrent ces risques qui font aussi l'objet d'une surveillance continue par le comité de direction, tel que décrit ci-dessous.

Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement

de ses obligations financières ou contractuelles relativement à un instrument financier figurant ou non au bilan.

La gestion des risques de crédit est une fonction indépendante des opérations, ce qui préserve l'indépendance et l'intégrité de l'évaluation des risques. Le comité de crédit a pour mandat de superviser, sur une base opérationnelle, l'ensemble de la gestion du risque de crédit. Un rapport concernant la gestion du risque de crédit est présenté, une fois par trimestre, au comité de direction et au comité de gestion des risques du conseil. Les politiques dont s'est dotée la Banque en matière de gestion du risque de crédit assurent une juste appréciation des risques et l'établissement des taux prêteurs en conséquence. Ces politiques comprennent l'autorisation de crédit par niveau d'autorité, l'attribution de cotes de risque, la gestion des prêts douteux, l'établissement de provisions spécifiques et générales, et la tarification en fonction du risque.

La diversification est l'un des principes fondamentaux en matière de gestion de risques. A cet effet, la politique de crédit établit des lignes directrices visant à limiter les concentrations de crédit par contrepartie, par secteur d'activité, et définissant certains secteurs jugés plus risqués à éviter.

Les politiques sont revues et approuvées périodiquement par le comité de gestion des risques du conseil.

Pour ce qui est de l'autorisation des contreparties et des prêts, le processus d'autorisation est fortement centralisé. La Banque utilise des systèmes experts pour appuyer le processus décisionnel relatif à la majorité des demandes de crédit personnel à la consommation, de prêts hypothécaires résidentiels et de cartes de crédit. La Banque assure un suivi rigoureux et systématique de son portefeuille de prêts tant sur le plan qualitatif que quantitatif, grâce à des mécanismes et politiques qui touchent la révision systématique des différents types de dossiers, des systèmes de mise à jour des cotes de risque et l'analyse de la tarification. Chaque mois, le comité de direction de la Banque révisé la situation des prêts douteux et procède à un suivi des prêts en défaut depuis au moins 90 jours. Les processus de recouvrement sont centralisés et s'appuient sur une expertise spécialisée.

Afin de gérer ses risques, la Banque utilise divers outils. Parmi ceux-ci, un système de cotation des risques à 17 cotes est utilisé pour évaluer tous les crédits de type commercial. À partir d'un certain niveau de cote, les dossiers sont considérés comme étant sous surveillance et leur gestion suit des procédures particulières.

En ce qui concerne la qualité des portefeuilles, un prêt est considéré comme douteux lorsque les paiements d'intérêt accusent plus de 3 mois de retard ou si, de l'avis de la direction, il existe un doute raisonnable quant à la possibilité de recevoir la totalité des intérêts et du capital à l'échéance.

		RÉGLEMENTATION ◀▶		RÉGLEMENTATION ◀▶		
		MILIEU DE CONTRÔLE		GOUVERNANCE D'ENTREPRISE		
GESTIONNAIRES ◀▶	FONCTIONS	COORDONNATEURS				
		Ressources humaines	Responsable des ressources humaines		Comité des ressources humaines et de gouvernance d'entreprise	
		Planification stratégique	Chef de la direction / Chef de la direction financière		Conseil d'administration	
		Intégrité financière	Chef de la direction financière		Comité de vérification	
		Gestion des risques	Chef de la gestion des risques		Comité de gestion des risques	
		Conformité	Chef de la conformité		Comité de vérification	
		VÉRIFICATION INTERNE ◀▶				

Des provisions spécifiques pour pertes sont constituées pour ramener la valeur comptable des prêts douteux à la valeur de réalisation actualisée estimée. Dans le cas des prêts douteux commerciaux et immobiliers, les provisions sont révisées selon un processus continu sur une base individuelle.

Pour les prêts douteux à la consommation, les provisions sont établies sur les portefeuilles à partir d'une formule qui tient compte de l'historique des pertes ou prêt par prêt dans certains cas.

En sus des provisions spécifiques, la Banque établit une provision générale afin de pourvoir aux pertes éventuelles émanant de ses portefeuilles de prêts performants selon une méthode qui inclut des facteurs tels que la taille des portefeuilles, leur profil de risque et les pertes historiques, et est basée sur la ligne directrice C-5 « Provisions générales pour risque de crédit » du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

Gestion du risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers inscrits ou non au bilan, suite à la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours obligataires et boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement et de négociation de la Banque.

Politiques et normes

La Banque accorde une place fondamentale à la gestion efficace du risque de marché dont l'objectif premier est la maximisation de la relation rendement / risque à l'intérieur de limites préalablement définies tenant compte du degré de risque que la Banque et ses filiales sont disposées à assumer.

La Banque s'est ainsi dotée de politiques et de plafonds en fonction desquels elle surveille et limite l'exposition au risque de marché découlant de ses activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif. Les politiques et les limites établies reflètent la ligne de conduite de la Banque et de ses filiales en matière de gestion des différents risques associés aux activités de trésorerie. Ces politiques et limites sont révisées par le conseil d'administration au moins sur une base annuelle, en vue de s'assurer de leur conformité aux principes, objectifs et stratégie de gestion retenus.

Des rapports détaillés sur le niveau de risque et sur la surveillance des limites sont produits sur une base quotidienne et présentés : a_ quotidiennement aux gestionnaires de portefeuilles et de risques ; b_ trimestriellement au comité de direction et au comité de gestion des risques du conseil.

La gestion du risque de marché comprend : la gestion des risques de taux d'intérêt, de change étranger et de liquidité.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond aux pertes financières que la Banque et / ou ses filiales pourraient enregistrer suite à des fluctuations défavorables des taux d'intérêt. La section portant sur le risque structurel traite en détail de la gestion globale du risque de taux d'intérêt.

Risque de change étranger

Le risque de change étranger correspond aux pertes en dollars canadiens que la Banque et / ou ses filiales pourraient enregistrer suite à des fluctuations défavorables des taux de change. Il provient essentiellement des positions de change étranger maintenues par la Banque pour soutenir l'offre de produits et services en devises autres qu'en dollars canadiens, des activités d'arbitrage et, dans une moindre mesure, du non-appariement en devises des éléments d'actif et de passif inscrits ou non au bilan, ainsi que de la non concorde des entrées et sorties de fonds en devises.

Le contrôle du risque implique donc que les positions non couvertes soient maintenues et gérées de façon à profiter des fluctuations à court terme des marchés, d'où l'établissement de limites globales, révisées au moins annuellement, qui spécifient le risque maximum que la Banque est prête à supporter compte tenu de ses activités.

Risque de liquidité

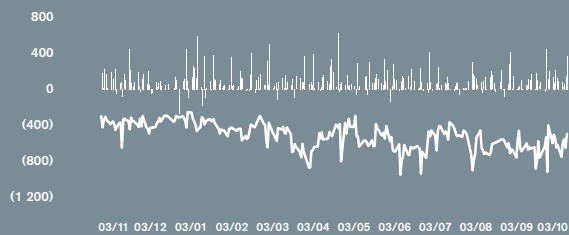
Le risque de liquidité est le risque que la Banque subisse une perte si elle ne disposait pas, au moment approprié, des liquidités nécessaires pour respecter tous ses engagements de sorties de fonds, que ceux-ci soient inscrits ou non au bilan.

Une gestion efficace des liquidités est essentielle pour maintenir la confiance du marché et protéger le capital de la Banque. Les politiques de gestion du nantissement, des liquidités et du financement, ainsi que le plan de gestion des liquidités définissent la structure de gestion, les responsabilités et les indicateurs pour une gestion prudente des liquidités. Ce cadre de gestion vise à assurer que la Banque, incluant ses filiales, aura à sa disposition les fonds nécessaires pour faire face à tous ses engagements. La Banque effectue un suivi quotidien de ses liquidités et veille à ce que les indicateurs corporatifs et les exigences statutaires s'appliquent à elle et à ses filiales soient respectés.

Partie intégrante de la gestion de l'actif et du passif, la gestion des liquidités porte une attention particulière aux échéances de dépôts et de prêts ainsi qu'aux disponibilités et aux exigibilités de fonds. La Banque veille à constituer un volume stable de dépôts de base en provenance des particuliers et des courtiers de dépôts, ainsi qu'à s'assurer de la diversification de ses sources de financement (par client, type de dépôt, marché et échéance). Le recours au marché des capitaux, par l'émission de capitaux propres ou de

COMPARAISON JOURNALIÈRE DES REVENUS DE NÉGOCIATION PAR RAPPORT À LA VAR

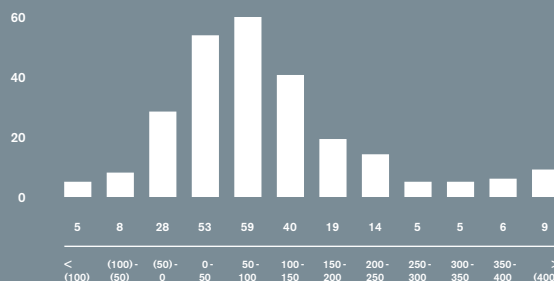
EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS



— REVENUE
— VAR

DISTRIBUTION DES REVENUS DE NÉGOCIATION

NOMBRE DE JOURS
EN MILLIERS DE DOLLARS



titres de dette à court terme, constitue une partie du financement. La titrisation d'éléments d'actif offre également une possibilité de financement supplémentaire grâce à la vente d'éléments d'actif. La Banque assure aussi la surveillance constante de ses besoins opérationnels. Elle veille notamment à évaluer et à prévoir ses engagements, et à s'assurer qu'un minimum d'actifs liquides de qualité soit immédiatement disponible pour parer à toute éventualité.

Un plan de contingence prévoit des mesures pour assurer que la Banque puisse s'acquitter de ses obligations dans l'éventualité d'une situation de pression extrême sur les liquidités.

Méthodes d'évaluation et d'encadrement des risques de marché (taux d'intérêt et change étranger)

L'évaluation des risques de marché à la Banque Laurentienne repose sur la combinaison de deux groupes de mesures :

- a_ la valeur à risque (VAR) et la mise en application de scénarios-chocs ; et
- b_ des limites dites « nominales » et diverses autres mesures de sensibilité qui permettent d'encadrer les risques qui ne seraient pas saisis par les mesures de VAR et de scénarios.

La valeur à risque

La Banque a adopté une structure de gestion et de suivi des risques de marché qui inclut le recours à la méthodologie VAR pour l'ensemble de ses portefeuilles de négociation. La valeur à risque correspond à la perte maximale que la Banque pourrait enregistrer sur une période d'une journée, avec un niveau de confiance de 99 %. Par conséquent, les chances que les pertes réelles encourues soient plus élevées que la VAR sont de l'ordre de 1 %. La méthode retenue pour le calcul de la VAR est celle des simulations historiques qui prend implicitement en compte les corrélations entre les différents marchés.

Une valeur à risque globale est calculée pour l'ensemble des activités des marchés financiers. Des valeurs à risque sont également calculées pour certains portefeuilles. L'encours des valeurs à risque ainsi obtenues est comparé aux limites établies à cet effet sur une base journalière afin de limiter les risques encourus. Parallèlement au modèle de valeur à risque, des scénarios de chocs sont envisagés et leur impact évalué sur les profits et pertes de certains portefeuilles.

Activités de négociation

Les activités de négociation sont axées sur les besoins de la Banque et sur ceux de ses clients. Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités pour lesquelles la Banque agit à titre de principal ou d'agent pour ses clients. Ces activités sont menées principalement par la filiale Valeurs Mobilières Banque Laurentienne et, dans une moindre mesure, par la trésorerie de la Banque.

Les graphiques précédents et le tableau qui suit font référence aux portefeuilles de négociation.

Le graphique en haut à gauche compare les revenus nets des activités de négociation et la valeur à risque quotidienne liée à ces activités. Au cours de l'exercice financier 2004, nous avons connu 41 jours de pertes nettes. Aucune des pertes nettes subies n'a excédé la VAR estimative pour ces mêmes journées. La perte la plus importante a eu lieu le 2 janvier et s'élevait à -273 000 \$. La VAR moyenne durant l'exercice s'élevait à 523 000 \$ comparativement à des revenus moyens de 98 000 \$.

Le graphique en haut à droite montre la distribution quotidienne des revenus de négociation pour l'exercice financier 2004.

Le tableau ci-dessous présente la VAR par catégorie de risque important pour l'exercice financier 2004. On y retrouve également la VAR globale qui intègre l'incidence de la corrélation dans les mouvements des taux d'intérêt et des cours de change, ainsi que les avantages résultant de la diversification au sein du portefeuille de négociation de la Banque.

SOMMAIRE DE LA VAR – PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION¹

EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS	À LA FIN	MOYENNE	HAUT	BAS
Taux d'intérêt	566	489	911	264
Change	10	122	841	2
Effet de diversification	(51)	(88)	(565)	51
VAR Totale	525	523	s.o.	s.o.

¹ Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %. Les portefeuilles de négociation n'incluent aucune position en action. s.o. = sans objet

Gestion du risque structurel

Le risque structurel correspond à l'impact potentiel défavorable des fluctuations des taux d'intérêt sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Ce risque est dû principalement aux différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des éléments du bilan et hors bilan, ainsi qu'aux options imbriquées dans certains produits bancaires, notamment les clauses de rachat par anticipation et les engagements hypothécaires.

La gestion du risque structurel nécessite le suivi rigoureux de quatre groupes de portefeuilles distincts :

- a_ les opérations bancaires de la clientèle de la Banque, qui sont affectées par les choix des clients, les produits offerts et les politiques de tarification selon les termes ;
- b_ les activités de placement constituées de titres négociables et de financement institutionnel regroupés dans les portefeuilles

de liquidités primaires et secondaires, et dans le portefeuille de positionnement ;
c_les activités de négociation de titres, qui sont évaluées chaque jour à leur juste valeur marchande selon l'évolution des taux ; et
d_un portefeuille de couverture qui permet à la Banque de contenir le risque global lié aux taux d'intérêt à l'intérieur des limites strictes de balises internes.

La gestion dynamique et bien contrôlée du risque structurel vise la maximisation de la rentabilité de la Banque et la préservation de la valeur économique des capitaux propres. Afin d'atteindre cet objectif, divers instruments de trésorerie et instruments dérivés dont, principalement, les swaps de taux d'intérêt, les contrats à terme normalisés et les options, sont utilisés pour modifier les caractéristiques de taux d'intérêt des instruments sous-jacents au bilan et pour couvrir le risque inhérent aux options imbriquées dans les produits de prêts et de dépôts.

Le risque structurel est géré globalement par le comité de gestion de l'actif et du passif, en conformité avec la politique de gestion des risques structurels approuvée par le conseil d'administration. Cette politique définit des plafonds relatifs à l'appréciation du risque lié au revenu et du risque de valeur économique. Ces plafonds de risque sont calculés en simulant l'impact d'un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 100 points de base des taux pour toutes les échéances.

Le risque lié à la valeur économique mesure l'incidence défavorable nette sur la valeur actualisée de l'actif et du passif figurant au bilan et hors bilan.

Le risque lié au revenu d'intérêt mesure l'incidence défavorable sur le revenu net d'intérêt des fluctuations des taux d'intérêt au cours des 12 prochains mois. Les positions des portefeuilles sont revues chaque semaine par le comité de gestion de l'actif et du passif qui a la responsabilité d'établir le positionnement de la Banque en regard des mouvements anticipés des taux d'intérêt et de recommander la couverture de tout risque de taux non désiré ou imprévu. De plus, des rapports de suivi des limites sont présentés trimestriellement au comité de direction et au Comité de gestion des risques du conseil. La gestion du risque structurel se fait à partir d'un relevé hebdomadaire des écarts. La position de la Banque en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au 31 octobre 2004 est présentée à la note 20 des états financiers consolidés. Pour assurer une saine gestion du risque structurel, la direction procède à des analyses de simulation sur le revenu net et sur la valeur économique de l'avoir des actionnaires ordinaires. Ces simulations sont réalisées à partir des données du relevé des écarts de retarification et selon divers scénarios de taux d'intérêt. L'un des principaux exercices de simulation consiste à soumettre

le bilan de la Banque à un mouvement à la hausse soudain et soutenu de 1 % des taux d'intérêt. Au 31 octobre 2004, une majoration immédiate et soutenue de 1 % des taux d'intérêt de tous les portefeuilles aurait ainsi entraîné une hausse d'environ 10,6 millions \$ du revenu net avant impôts sur les 12 mois suivants et aurait eu des retombées de -15,7 millions \$ sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Ces résultats reflètent une gestion qui tire parti des mouvements des taux d'intérêt à court terme et à long terme, tout en maintenant la sensibilité à ces fluctuations bien en deçà des plafonds fixés par le conseil d'administration.

Risque lié à la gestion du capital

Le risque lié à la gestion du capital correspond à l'incidence éventuelle défavorable pour l'institution de ne pas maintenir un capital adéquat pour soutenir ses opérations.

Le capital de la Banque se compose des actions ordinaires, des bénéficiaires non répartis, des actions privilégiées, des débentures subordonnées et de la part des actionnaires sans contrôle dans une filiale. Le capital est un facteur important pour évaluer le niveau de sécurité et de solidité de la Banque par rapport à l'ensemble des risques liés à ses activités. La gestion serrée du capital contribue à sa rentabilité puisque celui-ci est alloué aux secteurs clés pour lesquels on a défini des objectifs et des critères de rentabilité précis.

La Banque vise à conserver un niveau optimal de capital qui puisse soutenir ses activités tout en générant pour ses actionnaires un rendement concurrentiel et intéressant, compte tenu des normes de l'industrie et de son profil de risque propre. Elle a pour politique de maintenir ses ratios de capital statutaire à un niveau semblable à celui de l'industrie et conforme aux règles définies par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF).

Un plan de capital préparé annuellement précise les ratios de capital visés en tenant compte des niveaux prévus de l'actif pondéré par le risque et des initiatives prévues en matière de gestion du capital. Des rapports de suivi des ratios de capital statutaire sont présentés trimestriellement au comité de direction et au comité de gestion des risques du conseil.

Capital économique

La Banque continue d'améliorer son modèle de capital économique. Cette méthodologie permet de regrouper et de gérer les diverses composantes du risque afin de calculer la perte maximale que la Banque ou un secteur d'activité pourrait subir avec un degré de confiance prédéterminé et pour une période de temps définie. Ce processus vise à définir l'élément risque dans le rapport

rendement / risque, lequel contribue à évaluer le profit économique et l'augmentation de la valeur des capitaux propres. Les axes de développement visent une meilleure couverture des risques et la validation permanente des paramètres du modèle.

Nouvel accord de Bâle

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a élaboré un nouvel accord (Bâle II) qui entrera en vigueur au mois de novembre 2006. Cet accord reposera sur trois piliers plutôt qu'un seul, à savoir les exigences minimales de fonds propres, un cadre de surveillance prudentielle et la divulgation financière. Bâle II tiendra compte davantage des risques réels de la Banque et permettra le choix entre trois méthodes d'évaluation des risques de crédit et opérationnel. La Banque est présentement engagée dans le processus d'implantation du Nouvel accord de Bâle pour l'évaluation du risque de crédit et du risque opérationnel.

Gestion du risque opérationnel

Le risque opérationnel est inhérent aux activités des institutions financières. Il résulte d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable à des procédures, à des personnes, à des systèmes internes ou à des événements extérieurs. Bien qu'il ne puisse être éliminé, sa gestion est intégrée dans les processus décisionnels des administrateurs de la Banque, des membres de la haute direction, ainsi que des gestionnaires.

La politique de gestion du risque opérationnel, revue annuellement par le comité de gestion des risques du conseil d'administration, décrit le Cadre de gestion du risque opérationnel et définit les rôles et responsabilités des divers intervenants. Les gestionnaires des unités d'affaires et des filiales sont les premiers responsables de la gestion du risque opérationnel dans leurs opérations quotidiennes. Le groupe de gestion du risque opérationnel doit, pour sa part, encadrer le processus de gestion du risque opérationnel. Une vérification complète et indépendante de ce processus est assurée par la vérification interne de la Banque, qui communique les conclusions de ses mandats de vérification au groupe de gestion du risque opérationnel, ainsi qu'aux comités de gestion des risques et de vérification du conseil d'administration de la Banque.

Le processus de gestion du risque opérationnel dont s'est dotée la Banque comprend les étapes suivantes :

L'adoption de politiques par le conseil d'administration

Le cadre de gestion du risque opérationnel inclut les politiques suivantes : la politique de gestion du risque opérationnel, la politique de gestion du risque d'impartition, la politique de gestion du risque de la sécurité de l'information, et la politique de gestion du risque de responsabilité professionnelle.

La cueillette des données de pertes opérationnelles

Les données concernant les pertes opérationnelles sont centralisées au sein du groupe de gestion du risque opérationnel.

L'identification des risques opérationnels

Les gestionnaires doivent identifier les risques découlant de leurs activités, y compris les risques reliés à de nouveaux produits, de nouvelles activités ou de nouvelles façons de faire.

L'évaluation de la fréquence et de l'impact potentiel des événements de pertes opérationnelles

Toutes les activités de la Banque sont regroupées à l'intérieur de grands processus. Lors d'ateliers d'auto-évaluation, les gestionnaires doivent procéder à une évaluation visant à déterminer la cote de risque attribuable à chacun de leurs processus.

La gestion proprement dite du risque opérationnel

Il s'agit en fait de prendre la décision d'accepter, contrôler, éviter ou transférer certains risques et la mise en place des procédures et mesures de contrôle appropriées. La Banque utilise plusieurs moyens visant à minimiser ses risques, dont la participation à un programme d'assurances corporatives, ainsi que l'élaboration d'un plan global et intégré de continuité des opérations.

La production de rapports sur le risque opérationnel

Ces rapports sont adressés aux gestionnaires, aux membres de la haute direction et aux administrateurs. Ils comportent notamment les plans d'action visant à réduire le niveau de risque des processus d'affaires dont la cote globale de risque opérationnel est considérée comme étant trop élevée, selon les niveaux de tolérance établis par la Banque.

Gestion du risque réglementaire

Le risque réglementaire découle du risque lié au défaut par la Banque de se conformer aux lois, aux règles, aux règlements, aux pratiques établies ou aux normes déontologiques en vigueur. La politique en matière de conformité décrit le programme de conformité et définit les rôles et responsabilités des divers intervenants. Le programme de conformité inclut l'ensemble des exigences réglementaires qui ont un impact jugé important sur les activités de la Banque et qui sont contenues dans les programmes sectoriels de conformité, ainsi que les mandats, échéanciers et rapports de conformité.

Les rapports de conformité sont présentés au Président et chef de la direction, au comité de direction, au comité de gestion des risques du conseil d'administration, puis au comité de vérification du conseil d'administration.

RÉTROSPECTIVE – BILAN CONSOLIDÉ

AUX 31 OCTOBRE
EN MILLIERS DE DOLLARS

VARIATION
ANNUELLE
MOYENNE
04/00

	2004	2003	2002	2001	2000	
ACTIF						
Liquidités						
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	75 653 \$	100 001 \$	168 726 \$	82 231 \$	83 130 \$	(2)%
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	252 779	622 923	264 972	93 679	167 904	11
Chèques et autres effets en transit, montant net	-	111 809	19 973	8 437	29 177	-
	328 432	834 733	453 671	184 347	280 211	4
Valeurs mobilières						
Émises ou garanties par le Canada	1 834 369	1 497 689	1 584 820	1 432 946	822 894	23
Émises ou garanties par des provinces et des corps municipaux	698 510	1 025 828	1 114 427	650 685	428 946	13
Autres valeurs mobilières	469 596	547 359	350 810	237 630	136 620	32
	3 002 475	3 070 876	3 050 057	2 321 261	1 388 460	21
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente						
	1 133 920	882 036	869 830	649 671	638 400	15
Prêts						
Personnels	3 638 991	3 646 070	3 865 455	3 532 655	2 863 333	6
Hypothécaires résidentiels et commerciaux	6 113 107	5 979 229	7 601 671	7 880 870	6 977 955	(3)
Commerciaux et autres	1 542 760	1 571 491	1 872 901	2 159 752	1 783 173	(4)
	11 294 858	11 196 790	13 340 027	13 573 277	11 624 461	(1)
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(140 042)	(163 177)	(217 881)	(133 512)	(115 661)	5
	11 154 816	11 033 613	13 122 146	13 439 765	11 508 800	(1)
Autres						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	144 830	235 286	332 077	336 292	244 586	(12)
Immobilisations	94 490	114 479	160 597	178 766	164 914	(13)
Autres éléments d'actif	748 513	566 745	607 238	585 722	515 947	10
	987 833	916 510	1 099 912	1 100 780	925 447	2
	16 607 476 \$	16 737 768 \$	18 595 616 \$	17 695 824 \$	14 741 318 \$	3 %
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Dépôts						
Particuliers	10 454 368 \$	10 508 592 \$	12 007 957 \$	11 519 743 \$	10 202 957 \$	1 %
Entreprises et autres	2 456 672	2 784 357	2 960 317	2 998 294	2 036 094	5
	12 911 040	13 292 949	14 968 274	14 518 037	12 239 051	1
Autres						
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert ou en vertu d'ententes de rachat	1 511 481	1 142 909	1 308 882	877 158	619 264	25
Acceptations	144 830	235 286	332 077	336 292	244 586	(12)
Autres éléments de passif	902 848	751 484	716 907	741 921	629 412	9
	2 559 159	2 129 679	2 357 866	1 955 371	1 493 262	14
Débitures subordonnées						
	250 525	400 000	400 000	400 000	346 833	(8)
Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale						
	-	41 827	47 106	42 683	-	-
Capitaux propres						
Actions privilégiées	210 000	200 000	200 400	160 400	160 400	7
Actions ordinaires	248 593	246 813	246 230	234 240	167 042	10
Bénéfices non répartis	428 159	426 500	375 740	385 093	334 730	6
	886 752	873 313	822 370	779 733	662 172	8
	16 607 476 \$	16 737 768 \$	18 595 616 \$	17 695 824 \$	14 741 318 \$	3 %

RETROSPECTIVE – ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

	2004	2003	2002	2001	2000	VARIATION ANNUELLE MOYENNE 04 / 00
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 OCTOBRE EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION						
Prêts	690 789 \$	870 519 \$	887 268 \$	1 005 061 \$	835 759 \$	(5) %
Valeurs mobilières	57 546	76 502	73 341	66 284	70 181	(5)
Dépôts à d'autres institutions financières	9 807	11 658	5 022	8 243	5 712	14
Revenu d'intérêt	758 142	958 679	965 631	1 079 588	911 652	(5)
Dépôts et autres éléments de passif	455 950	587 711	591 905	680 035	605 281	(7)
Débitures subordonnées	27 184	27 742	27 750	34 395	27 475	-
Frais d'intérêt	483 134	615 453	619 655	714 430	632 756	(7)
Revenu net d'intérêt	275 008	343 226	345 976	365 158	278 896	-
Provision pour pertes sur prêts	40 000	54 000	111 000	35 000	25 000	12
	235 008	289 226	234 976	330 158	253 896	(2)
Autres revenus	198 949	286 720	254 443	265 641	211 777	(2)
	433 957	575 946	489 419	595 799	465 673	(2)
Salaires et avantages sociaux	182 929	204 944	198 694	212 878	177 147	1
Frais de locaux et technologie	104 682	128 982	120 140	115 829	96 641	2
Autres	82 108	107 854	88 499	116 736	79 539	1
Frais autres que d'intérêt	369 719	441 780	407 333	445 443	353 327	1
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	64 238	134 166	82 086	150 356	112 346	(13)
Impôts sur le revenu	14 551	38 659	32 424	57 610	30 686	(17)
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	49 687	95 507	49 662	92 746	81 660	(12)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu d'une filiale	1 916	3 640	5 318	2 041	-	-
Revenu net	47 771 \$	91 867 \$	44 344 \$	90 705 \$	81 660 \$	(13) %
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	14 506 \$	13 943 \$	15 058 \$	13 530 \$	13 932 \$	1 %
Prime sur le rachat d'actions privilégiées	2 000	-	-	-	-	-
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	31 265 \$	77 924 \$	29 286 \$	77 175 \$	67 728 \$	(18) %
Dividendes sur actions ordinaires	27 248 \$	27 164 \$	26 854 \$	24 098 \$	18 945 \$	10 %
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers) de base	23 485	23 416	23 095	22 710	20 154	4 %
dilué	23 521	23 457	23 288	22 896	20 224	4 %
Par action ordinaire:						
Revenu net de base	1,33 \$	3,33 \$	1,27 \$	3,40 \$	3,36 \$	(21) %
dilué	1,33 \$	3,32 \$	1,26 \$	3,37 \$	3,35 \$	(21) %
Dividendes	1,16 \$	1,16 \$	1,16 \$	1,06 \$	0,94 \$	5 %
Valeur comptable	28,78 \$	28,73 \$	26,57 \$	27,08 \$	24,90 \$	4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	4,6 %	12,4 %	4,8 %	13,1 %	14,4 %	
EN POURCENTAGE DE L'ACTIF MOYEN						
Revenu net d'intérêt	1,68 %	1,85 %	1,86 %	2,13 %	1,94 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,24	0,29	0,60	0,20	0,17	
Autres revenus	1,22	1,55	1,37	1,55	1,47	
Frais autres que d'intérêt	2,26	2,38	2,19	2,59	2,46	
Impôts sur le revenu	0,09	0,21	0,17	0,35	0,21	
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	0,02	0,02	0,03	0,01	-	
Revenu net	0,29	0,50	0,24	0,53	0,57	
Dividendes sur actions privilégiées	0,10	0,08	0,08	0,08	0,10	
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,19 %	0,42 %	0,16 %	0,45 %	0,47 %	
Actif moyen (en millions de dollars)	16 327 \$	18 548 \$	18 570 \$	17 176 \$	14 377 \$	3 %
Nombre d'employés en équivalent temps plein	3 125	3 159	3 730	3 884	3 481	(3) %
Nombre de succursales	153	155	214	230	204	(7) %
Nombre de guichets automatiques	293	284	351	360	315	(2) %

FAITS SAILLANTS TRIMESTRIELS

EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION

2004

2003

	TRIMESTRES TERMINÉS LES				TRIMESTRES TERMINÉS LES			
	31 OCT.	31 JUL.	30 AVRIL	31 JANV.	31 OCT.	31 JUL.	30 AVRIL	31 JANV.
Revenu d'intérêt	186 153 \$	184 543 \$	185 096 \$	202 350 \$	235 488 \$	247 357 \$	235 753 \$	240 081 \$
Frais d'intérêt	116 121	116 305	118 337	132 371	152 409	159 438	151 137	152 469
Revenu net d'intérêt	70 032	68 238	66 759	69 979	83 079	87 919	84 616	87 612
Provision pour pertes sur prêts	8 888	10 862	10 500	9 750	11 000	16 000	16 000	11 000
	61 144	57 376	56 259	60 229	72 079	71 919	68 616	76 612
Autres revenus	38 891	52 913	56 643	50 502	117 765	55 856	53 089	60 010
Frais autres que d'intérêt	91 287	91 500	94 166	92 766	125 839	109 342	102 023	104 576
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	8 748	18 789	18 736	17 965	64 005	18 433	19 682	32 046
Impôts sur le revenu	1 618	4 860	4 719	3 354	12 533	7 281	7 781	11 064
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	7 130	13 929	14 017	14 611	51 472	11 152	11 901	20 982
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu d'une filiale	-	260	677	979	751	893	920	1 076
Revenu net	7 130 \$	13 669 \$	13 340 \$	13 632 \$	50 721 \$	10 259 \$	10 981 \$	19 906 \$
En pourcentage de l'actif moyen								
Revenu net d'intérêt	1,71 %	1,68 %	1,66 %	1,69 %	1,79 %	1,87 %	1,86 %	1,88 %
Provision pour pertes sur prêts	0,22 %	0,27 %	0,26 %	0,24 %	0,24 %	0,34 %	0,35 %	0,24 %
Autres revenus	0,95 %	1,31 %	1,41 %	1,22 %	2,53 %	1,19 %	1,17 %	1,29 %
Frais autres que d'intérêt	2,23 %	2,26 %	2,34 %	2,24 %	2,71 %	2,32 %	2,25 %	2,25 %
Revenu net	0,17 %	0,34 %	0,33 %	0,33 %	1,09 %	0,22 %	0,24 %	0,43 %
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,10 %	0,18 %	0,25 %	0,24 %	1,02 %	0,14 %	0,17 %	0,35 %
Actif moyen (en millions de dollars)	16 318 \$	16 118 \$	16 380 \$	16 492 \$	18 446 \$	18 671 \$	18 628 \$	18 449 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	2,4 %	4,2 %	5,9 %	6,0 %	29,5 %	4,3 %	4,9 %	10,3 %
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)								
de base	23 511	23 490	23 481	23 457	23 426	23 413	23 412	23 411
dilué	23 539	23 524	23 519	23 501	23 465	23 452	23 453	23 460
Par action ordinaire								
Revenu net de base dilué	0,17 \$	0,31 \$	0,42 \$	0,43 \$	2,02 \$	0,29 \$	0,32 \$	0,70 \$
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$
Valeur comptable	28,78 \$	28,90 \$	28,89 \$	28,86 \$	28,73 \$	27,01 \$	27,01 \$	26,98 \$
Cours de l'action-Clôture	25,45 \$	28,02 \$	27,67 \$	28,60 \$	27,75 \$	26,00 \$	27,00 \$	25,95 \$
Dividendes								
Actions privilégiées et impôts afférents	3 062 \$	4 486 \$	3 431 \$	3 527 \$	3 466 \$	3 497 \$	3 422 \$	3 558 \$
Actions ordinaires	6 818 \$	6 812 \$	6 810 \$	6 808 \$	6 795 \$	6 789 \$	6 790 \$	6 790 \$
EN MILLIONS DE DOLLARS								
Actif total (fin de période)	16 607,5 \$	16 905,6 \$	16 756,9 \$	16 723,2 \$	16 737,8 \$	18 609,3 \$	18 677,2 \$	18 582,3 \$
Actif total pondéré en fonction des risques	7 985,7 \$	8 136,4 \$	8 093,4 \$	8 120,5 \$	8 410,5 \$	9 244,5 \$	9 432,2 \$	9 210,2 \$
Capital de première catégorie	838,7 \$	841,5 \$	897,6 \$	871,9 \$	861,1 \$	828,5 \$	831,5 \$	830,6 \$
Capital total	1 113,8 \$	1 168,1 \$	1 408,1 \$	1 298,1 \$	1 279,9 \$	1 256,3 \$	1 256,2 \$	1 239,2 \$
Ratios de capital								
Première catégorie	10,5 %	10,3 %	11,1 %	10,7 %	10,2 %	9,0 %	8,8 %	9,0 %
Capital total	14,0 %	14,4 %	17,4 %	16,0 %	15,2 %	13,6 %	13,3 %	13,5 %
Ratio actif / fonds propres	15,0 x	14,5 x	11,9 x	12,9 x	13,1 x	14,9 x	15,0 x	15,1 x